



INFO

n° **79**
octobre-novembre-
décembre 2019
trimestriel - 2 €

UNE REVUE DE CONVICTIONS LAÏQUES AU
SERVICE DES CITOYENS ET DES FAMILLES



LA RAISON LAÏQUE CONTRE L'OBSCURANTISME

Philippe Foussier

La raison et la science face
aux obscurantismes

p. 4

Charles Coutel

Laïcité, raison et instruction
publique

p. 8

Alain Ghiglia

Evolution historique de
l'hésitation vaccinale

p. 17

SOMMAIRE

La raison et la science face aux obscurantismes	4
Laïcité, raison et instruction publique	8
Quelques exemples de préjugés sur les sciences : comment y répondre ?	11
Ne laissons pas nos enfants aux mains des gourous scolaires !	14
<i>Cahier central : carnets d'UFAL</i>	
Evolution historique de l'hésitation vaccinale	17
Une maison d'édition matérialiste	23
Entretien avec Michel Henry	26
Entretien avec Jean-Paul Krivine	29

UFAL Info est publié par l'UFAL Nationale

27, rue de la Réunion - 75020 PARIS - tél. : 01 46 27 09 25 - fax : 09 70 61 17 62 - contact@ufal.org - www.ufal.org - **Trimestriel** - Prix du numéro : 2 euros - N° CPPAP : 1118 G 82885 - ISSN : 1761-1296 - **Directeur de la publication** : Christian Gaudray - **Rédacteur en chef** : Nicolas Pomiès - **Correctrice** : Emmanuelle Billier-Gauthier - **Conseil scientifique** : Charles Arambourou, agrégé de Lettres classiques, ancien élève de l'ENA, magistrat financier honoraire, Charles Coutel, philosophe, professeur à l'Université d'Artois, Philippe Foussier, journaliste, diplômé de l'Ecole des hautes études internationales et politiques - HEIP, Catherine Kintzler, agrégée de philosophie, docteur d'État, Marie Perret, professeur agrégé de philosophie - **Ont participé à ce numéro** : Philippe Foussier, Charles Coutel, Marie Perret, Stéphanie de Vanssay, Alain Ghiglia, Marc Silberstein, Michel Henry, Jean-Paul Krivine - **Maquette** : Aurélie Bui - **Imprimeur** : Marnat - 3 impasse du Bel air 94110 Arcueil - Dépôt légal : décembre 2019.



Consultez les derniers numéros d'UFAL Info !

Pour consulter les anciens numéros d'UFAL Info, connectez-vous sur www.ufal.info ou demandez un exemplaire numérique au siège de l'UFAL en envoyant un mail à ufalsiege@ufal.org.

UFAL Info n°78 / Dossier Mutuelle
La mutualité pour une république sociale

UFAL Info n°77 / Dossier Démocratie
Crépuscule de la démocratie : les lumières dans la nuit

UFAL Info n°76 / Dossier Écologie
Pour une écologie laïque

UFAL Info n°75 / Dossier Retraites
Retraites : requiem ou renaissance ?

UFAL Info n°74 / Dossier ESS
L'économie sociale et solidaire pour un autre monde ?



ÉDITORIAL

LA RAISON LAÏQUE CONTRE LES OBSCURANTISMES



Dans son ouvrage, qui a fait date, *Le triomphe des Lumières*, le professeur de l'université d'Harvard, Steven Pinker démontre chiffres à l'appui que jamais l'humanité n'a vécu une période aussi paisible et heureuse. Son livre illustre que la santé, la prospérité, la sécurité et la paix sont en hausse dans le monde entier. Ce progrès est un legs du siècle des Lumières, animé par des idéaux puissants : la raison, la science et l'humanisme. C'est peut-être le plus grand succès de l'histoire de l'humanité.

Même si les forces obscures étaient encore fortes et génératrices de malheurs bien profond, le XX^e siècle avait été celui d'un Nietzsche débarrassant les hommes de la dictature des arrières-mondes (Dieu est mort) pour laisser libre-cours à leur volonté de vie. Les progrès constants de la science font en effet reculer les risques de mort et permettent enfin le grand « oui » d'Aristippe de Cyrène à la vie.

Pourtant, en ces premières années du siècle suivant, une sinistrose semble se répandre en remettant en cause les valeurs des Lumières et en redonnant corps aux tendances humaines, au tribalisme, à l'autoritarisme et à la pensée magique qui sont autant de biais qui nourrissent les populismes et les dérives religieuses. Il ne se passe pas un jour sans que nous soyons informés que la peur du progrès et le doute aient produit un effet pernicieux sur des hommes et des femmes.

Au mois de décembre 2019, il aura par exemple suffi d'une seule personne - adepte des thèses anti-vaccinations - pour décimer 60 personnes et en rendre malade de la rougeole plus de 4000 autres dans les îles Samoa. Cette même rougeole qui était une maladie où l'incidence en France était devenue inférieure à 0,1 cas pour cent mille habitants en 2006 qui fait son retour en force favorisée selon la terminologie officielle par des « communautés d'enfants et d'adolescents incomplètement ou non vaccinés ». Les foyers d'infections sont très nombreux autour des écoles privées Steiner-Waldof qui respectent les dogmes de la nouvelle religion anthroposophe.

La bientôt morte Milviludes (Mission Interministérielle de vigilance et de luttas contre les dérives sectaires) suivait la « galaxie anthroposophique » qui ne théorise pas uniquement l'abandon de la vaccination dans ses écoles puisqu'elle développe aussi, une « médecine » spécifique dont les protocoles thérapeutiques ne suivent pas la voie académique officielle, un mode d'agriculture appuyé sur l'astrologie et la pratique magique ainsi qu'un organisme financier qui lui est propre.

C'est une communauté spirituelle à part qui se constitue, dont les pratiques ésotériques mettent finalement en danger l'ensemble de la société.

Les professeurs de l'Éducation nationale doivent aussi faire face à la remise en cause de l'enseignement scientifique. Les dogmes et les certitudes entendus dans les familles, les lieux de cultes, catéchismes ou autres écoles religieuses ainsi que les vastes agoras éclectiques du Net qui rentrent dans l'école laïque. Comment de telles menées irrationnelles peuvent-elles avoir autant d'impact ? Pourquoi les enseignements de la science utilisés dans l'intérêt général sont-ils rejetés par un nombre inquiétant de citoyens et de familles ?

Le néolibéralisme a récréé dieu puisque cette pensée massifiante fonctionne comme une religion avec ses vérités révélées comme cette fameuse main cachée imaginaire censée réguler l'économie. Les dogmes néolibéraux ont reconstruit un arrière-monde avec son paradis du ruissellement pour tous et son enfer réel de la relégation et de l'insécurité sociale. Les sectes et leur pratiques rétrogrades sont l'habillage de ce grand retour néolibéral à une société d'avant les Lumières. La période ne manque pas de Cassandre pour s'en réjouir et pour annoncer la fin de la modernité. Ces postmodernes fournissent des explications intellectuelles à la révolution rétrograde des obscurantismes unis où les hommes éclatés en tribus n'ont plus de volonté de puissance d'être libres.

Face à eux se trouve toujours le camp du progrès mélioriste armé de convictions laïques et éclairé, comme nous le rappelait, la philosophe Catherine Kintzler de « raison laïque ». La raison laïque utilise l'athéisme méthodologique pour une coéducation permanente des enfants et des citoyens par l'école, l'éducation populaire et les familles. Cela favorise l'élaboration d'une vie commune qui laisse les convictions religieuses dans l'intimité (en les respectant) afin de construire des individus à la conscience libre car libérée des dogmes confessionnels, patronaux, économiques ou familiaux.

C'est la raison laïque retrouvée, émancipatrice et créatrice de liberté qui permet de résister au déclinisme et au refuge trompeur dans les cosmogonies tribales porteuses de pratiques magiques irrationnelles et dangereuses. Sans raison laïque, la sortie du néolibéralisme ne reste qu'une hypothèse. L'union est un combat rationaliste, laïque et social mené par l'UFAL.

Nicolas Pomiès,
Rédacteur en chef

LA RAISON ET LA SCIENCE FACE AUX OBSCURANTISMES

Philippe Foussier • La confusion croissante entre croyance et connaissance, la contestation du progrès favorisée par le retour des idéologies obscurantistes et millénaristes qui suscitent ou instrumentalisent les peurs et l'ignorance, l'amplification de l'offensive créationniste menaçant des siècles d'avancées scientifiques, la propension de la foi à venir concurrencer le savoir, la remise en cause du primat de la raison.



© Didier Descouens - Wikimedia

que ces évolutions ne touchent que des publics crédules et peu éduqués. On aurait pourtant tort, car ce sont nos institutions qui se font le cas échéant le relais de telles conceptions. Diffusé à la rentrée 2015 à l'ensemble des enseignants de France, le « livret laïcité » conçu par le ministère assurait ainsi : « *Il faut pouvoir éviter la confrontation ou la comparaison du discours religieux et du savoir scientifique. Dans les disciplines scientifiques (SVT, physique-chimie, etc.), il est essentiel de refuser d'établir une supériorité de l'un sur l'autre comme de les mettre à égalité* ». Cette préconisation fut fort heureusement corrigée l'année suivante mais ce modeste exemple doit nous placer en alerte. Il y a encore vingt ans, beaucoup de Français ricanait des descriptions qu'on faisait des États-Unis d'Amérique connaissant une propagation vertigineuse des thèses créationnistes en estimant que jamais ces fadaïses ne viendraient contaminer le Vieux Continent. Et pourtant. En 2007, l'ancien ministre et député Guy Lengagne présentait devant le Conseil de l'Europe un rapport sur « Les dangers du créationnisme dans l'éducation ». Son texte fut vigoureusement attaqué par des parlementaires russes, serbes et hongrois et, sur pression

Autant d'exemples qui démontrent l'utilité du combat humaniste pour endiguer des phénomènes croissants comme le complotisme, la « post-vérité » et autres manipulations qui visent à substituer le dogmatisme à la rationalité. Le regain des invocations à un ordre naturel perdu, fût-il mythique, comme à l'ordre divin d'ailleurs, doit également nous alerter sur les dangers qui menacent l'humanisme dont nous nous réclamons. En février 2017, les députés adoptaient à l'unanimité une résolution sur « les sciences et le progrès dans la République »,

relevant que « *les discours partisans voire sectaires fondés sur une défiance croissante vis-à-vis de l'expertise scientifique constituent une grave remise en cause de cet esprit des Lumières en s'attaquant aux règles mêmes sur lesquelles repose l'institutionnalisation de toute science* » et observant que « *la confusion entre les connaissances et les opinions constitue une sérieuse menace pour le bon fonctionnement de notre démocratie en alimentant les processus sectaires et diverses formes de radicalisation* »¹. Plus que d'autres, les militants laïques ne peuvent rester à l'écart de tels enjeux. On pourrait bien entendu se dire

discrète du Vatican, il a même été écarté temporairement des débats de l'institution européenne, qui rassemblait à l'époque 47 pays. « *La cible première des créationnistes contemporains, essentiellement d'obédience chrétienne ou musulmane, est l'enseignement, s'inquiétait le rapport. Nous sommes en présence d'une montée en puissance de modes de pensée qui, pour mieux imposer certains dogmes religieux, s'attaquent au cœur même des connaissances* ». Aujourd'hui même en France, les témoignages sont légion, la contestation des contenus des cours devient un phénomène largement répandu à tel point que beaucoup d'enseignants procèdent par autocensure en évitant d'aborder certaines parties du programme. Ce qui est vrai dans le domaine scientifique caractérise aussi la littérature, l'histoire ou la philosophie. « *Tous ces faits correspondent à un reflux de la science au profit du religieux ; or, vouloir priver les citoyens de l'accès à la connaissance scientifique est une des atteintes les plus graves aux droits de l'homme* », estimait Guy Lengagne. Quelles leçons ont été tirées de cet état de fait ? Bien peu en réalité. Entre 2003 et 2004 ont été publiés trois rapports officiels qui attestaient d'une hausse considérable des revendications religieuses et de l'affirmation de la supériorité de la croyance sur les contenus d'enseignement. Ce fut le cas du rapport de la Commission Stasi², commission pluraliste dont on n'a retenu qu'une préconisation, celle de légiférer sur l'affichage ostentatoire de signes religieux dans l'enceinte scolaire. Ce fut le cas également du rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale présidée par Jean-Louis Debré sur « la laïcité

à l'école »³, adopté à l'unanimité des groupes parlementaires. Ce fut enfin le cas du rapport Obin⁴, du nom de cet inspecteur général de l'Éducation nationale qui avait piloté une vaste enquête en métropole et outre-mer, lequel document faisait état d'une progression considérable des contestations des contenus d'enseignement. Ce dernier rapport a même un temps été interdit de publication par le ministère de l'Éducation, si longtemps soucieux de dissimuler au public les dérives constatées au sein de l'institution. Le ministre s'appelait François Fillon, mais on peut sans trop prendre de risque affirmer qu'un ministre de gauche en aurait fait autant. Face à ces réalités, qui mériteraient sans doute qu'on redonne une place prépondérante aux savoirs rationnels et aux connaissances vérifiables afin d'endiguer les opinions et les croyances - qui appartiennent à la conscience de chacun mais qui ne peuvent s'imposer à tous - l'institution scolaire n'a eu de cesse de déployer des trésors d'imagination pour enseigner - elle aussi ! - les faits religieux. Depuis quinze ans, les rapports préconisant une telle évolution se sont accumulés, remplissant d'aise tout ce que notre pays compte comme ministres du culte. Considérons avec Ferdinand Buisson que si « *les savoirs unissent, les croyances séparent* » et avec Jean Zay que « *les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas* ». Las, ces appréciations de bon sens semblent relever d'un autre univers conceptuel que celui qui nous environne, tant la question religieuse

envahit notre quotidien. Avant même de se demander si, comment et pourquoi enseigner les « faits religieux » à l'école, avoir ces analyses à l'esprit permettrait sans doute d'éviter bien des erreurs de raisonnement. Et en la matière, elles pullulent. L'enseignement des faits religieux me paraît en effet une question sérieuse mais secondaire. Il peut intervenir, bien sûr, et il est d'ailleurs d'ores et déjà assez largement dispensé dans le système éducatif public français, à l'école, au collège et au lycée, mais après que quelques exigences ont été, au préalable, respectées.

Elles passent d'abord par la nécessité de bien distinguer les croyances des connaissances, la foi de la raison critique et le rôle de l'école en la matière est central, surtout à notre époque.

Sous la pression d'un retour du religieux comme nous n'en avons pas connu depuis des décennies, y compris à l'école primaire, et sans que rien n'ait été sérieusement entrepris depuis 15 ans pour endiguer ces phénomènes, règne en effet de plus en plus dans les esprits la confusion entre croyance et connaissance. Beaucoup d'enfants - et même d'adultes - ne distinguent pas les deux registres et/ou les tiennent pour équivalents. Les monothéismes et leurs relais aspirent même, et c'est d'ailleurs assez logique, à ce que la croyance se situe au-dessus de la connaissance, que la foi surplombe la raison critique et que le cas échéant, la loi divine l'emporte sur la loi civile.

Par conséquent, sans nier naturellement l'éventuelle croyance des enfants en une vérité révélée et

Plus que d'autres, les militants laïques ne peuvent rester à l'écart de tels enjeux.

¹ Assemblée nationale, résolution n° 926 sur « La science et le progrès dans la République », séance du 21 février 2017

² Rapport du 11 décembre 2003 au président de la République, « Laïcité et République », Commission présidée par Bernard Stasi, La Documentation française, 2004

³ Rapport du 4 décembre 2003 de la mission d'information de l'Assemblée nationale présidée par Jean-Louis Debré, « La laïcité à l'école, un principe républicain à réaffirmer », Odile Jacob, 2004

⁴ « Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires », rapport du 5 juin 2004 présenté par Jean-Pierre Obin, inspecteur général de l'Éducation nationale. Toujours difficile à trouver sur le site du ministère, il a été publié avec de nombreux commentaires sous le titre *L'école face à l'obscurantisme religieux*, Max Milo, 2006

en la respectant scrupuleusement, la distinction entre celle-ci et le domaine de la connaissance doit constituer ou redevenir une des missions premières de l'enseignement. Et à l'intérieur même de cette exigence, il convient d'opérer encore une autre distinction. Lorsqu'on parle de faits religieux devant des élèves éventuellement croyants, il convient qu'ils soient eux-mêmes en capacité d'admettre l'énoncé de faits concernant leur foi qui ne va pas nécessairement correspondre à leur inclination. Ainsi, si on évoque les faits religieux, on ne peut passer sous silence qu'au cours de l'histoire, et même dans le présent, le fanatisme religieux a engendré des tragédies qui viennent aussi illustrer la marque des religions dans l'histoire. Il y a certes des œuvres de l'esprit, de l'art, de la création, mais il y a parallèlement des massacres, des intolérances, des guerres...

« L'INSTITUTION SCOLAIRE EST DONC D'ABORD LÀ POUR FABRIQUER DES CITOYENS. »

Par ailleurs, si l'on veut préserver à l'école de la République son rôle premier, ce qui a de toute évidence été négligé ces dernières décennies au profit d'une conception utilitariste de l'enseignement, l'institution scolaire est donc d'abord là pour fabriquer des citoyens. Passionnellement et en même temps rationnellement attaché à la République, j'affirme avec Ferdinand Buisson que « le premier devoir d'une République, c'est de faire des républicains ». Tout en respectant les éventuelles croyances des élèves, leurs attachements culturels, leurs milieux d'origine, l'école doit parallèlement mettre en exergue ce qui les rassemble et leur proposer aussi d'opérer en eux-mêmes un mouvement de distance, éventuellement critique, à l'égard de leur héritage. A tout le moins une objectivation. L'école doit servir à cela aussi : éloigner les élèves de leurs déterminismes. Et il faut tous les considérer avec la même importance. Ils sont éventuellement religieux,

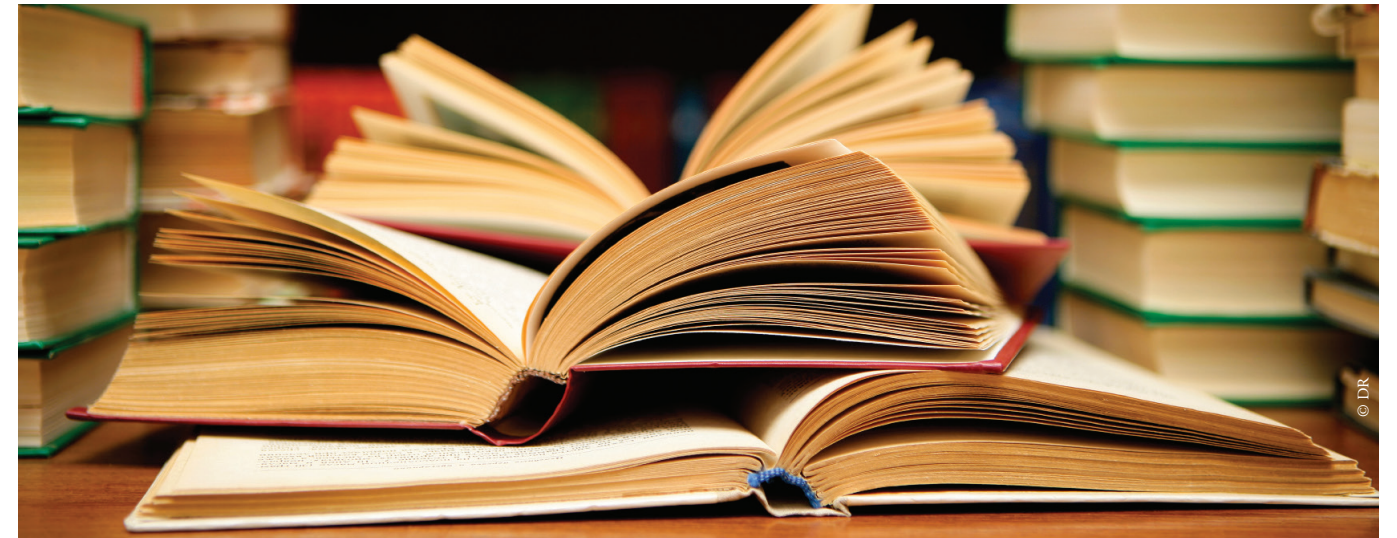
ils sont culturels, mais ils sont aussi sociaux. Il faut que l'école soit donc en mesure de les extraire de ces assignations diverses dont ils sont les objets pour leur proposer un autre horizon, une autre perspective, pour les ouvrir à d'autres dimensions que celles qu'ils ont reçues en héritage. Enfin, dans ce débat sur l'enseignement des faits religieux à l'école, il faut avoir encore une autre préoccupation, elle aussi parfois oubliée. Quelles que soient nos croyances éventuelles, quelles que soient celles des enfants - si tant est que l'on puisse considérer avec un peu de sérieux qu'un enfant de 6 ou 8 ans croit en Dieu de et par lui-même indépendamment de l'influence qu'on aura exercée sur lui - rappelons toujours que les hommes et les femmes qui croient ne sont pas réductibles à leur seule croyance religieuse. Ce qui peut paraître un truisme l'est sans doute moins qu'on ne l'imagine, tant notre société a pris le pli et même l'exaspérante habitude de désigner de plus en plus les hommes ou les femmes à raison de leur appartenance religieuse réelle ou supposée. Là aussi, l'assignation « identitaire » crée des ravages. Par conséquent, un croyant, quelle que soit la sincérité et la puissance de sa foi - sauf s'il est un fondamentaliste - n'est jamais réductible à cette seule dimension. Un croyant est aussi autre chose, par exemple un citoyen, en capacité de se rassembler avec d'autres hommes et d'autres femmes que ses coreligionnaires. Il ne peut pas, il ne doit pas être enfermé dans sa condition religieuse, sauf à préparer ou à encourager une société de ségrégation et de « développement séparé ». C'est sans doute ce que souhaitent certains, ethnistes, racistes et autres entrepreneurs identitaires. Mais cela ne peut pas correspondre à un projet collectif de vie en société qui fait de la citoyenneté un principe et un axe. Alors, oui,

« Le premier devoir d'une République, c'est de faire des républicains. »

une fois ces exigences posées, ces préalables validés, admettons que la question de l'enseignement des « faits religieux » peut justifier un débat. J'ai volontairement consacré un long développement à cette question car la restauration du primat de la connaissance sur les croyances passe d'abord par l'école. Si l'école renonce, alors il est logique que de plus en plus de nos concitoyens affirment ensuite le plus benoîtement du monde qu'au-dessus des lois de la République se situe la loi de Dieu.

On a vu à quel point la mise en concurrence voire la confusion des registres entre connaissances et croyances pouvait générer de risques pour la société. Ce qui était établi depuis des lustres a commencé à être remis en cause de manière progressive mais aujourd'hui plus frontale. Ainsi, dans divers contextes, la foi est très rapidement mise en avant par des croyants pour justifier tel ou tel comportement dérogatoire à la conduite collective, leur permettant ainsi de s'affranchir de règles de vie en commun.

« Le sommeil de la raison engendre des monstres », affirmait Goya au crépuscule du Siècle des Lumières. En effet, comment de pas faire un parallèle avec le développement des phénomènes que sont le complotisme, la post-vérité, les peurs irrationnelles qui ont connu une progression foudroyante en quelques années ? Plus généralement, les invocations à un ordre naturel perdu qu'il conviendrait de retrouver loin de la science, dans une forme d'hostilité au progrès plus ou moins assumée, autrefois marginales, gagnent du terrain et les consciences. Elles entraînent bien souvent ce que le sociologue Gérard Bronner a identifié à travers l'anthropophobie, « si contraire à l'humanisme puisqu'elle consiste tout à la fois en une crainte et une détestation de l'espèce humaine

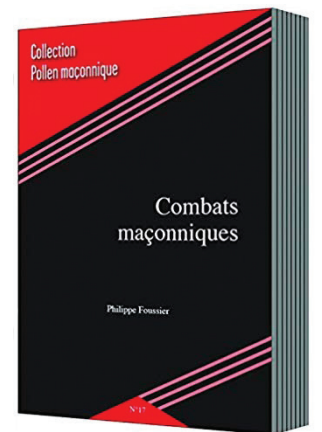


et plus spécifiquement de ses actions (notamment technologiques). Elle a plusieurs sources. Tout d'abord historique : elle vient du fait des dégâts objectifs que l'activité technologique de l'homme a pu occasionner à l'environnement ou à la santé publique (bombe atomique, amiante, vache folle) ou des problèmes éthiques qu'elle pose (clonage). Elle vient encore d'une tradition philosophique militante et souvent crypto-religieuse qui fonde la pensée environnementaliste. Il n'y a pas besoin d'analyser beaucoup les discours d'un Pierre Rabhi, pour ne prendre qu'un exemple contemporain de ses représentants les plus médiatisés en France, pour voir affleurer la pensée religieuse. Enfin, et surtout, elle jouit de l'extraordinaire dérégulation du marché de l'information que constitue notamment Internet. Cette dérégulation aboutit, entre autres, à laisser se diffuser toutes sortes d'idées qui existaient depuis longtemps mais qui demeuraient confinées dans des espaces de radicalités, toutes sortes de craintes et de peurs pas toujours très fondées. Aujourd'hui, elles essaient dans l'opinion publique. Pour ne prendre que l'exemple des vaccins, cette technologie qui a d'incontestables avantages pour la santé publique, on observe en France une progression très inquiétante de la méfiance de nos concitoyens. Ainsi,

celle-ci a été multipliée par 4 au cours des années 2000, moment essentiel de la dérégulation du marché de l'information »⁵.

Cette progression des phénomènes irrationnels, cette croissance de l'idée de complot connaît certes une propagation forte avec les réseaux sociaux. Mais elle n'est pas nouvelle. Hélas, ces inepties qui rencontraient la crédulité de quelques modestes franges de la population deviennent aujourd'hui largement répandues. Et plus aucun argument rationnel ne résiste face à un interlocuteur qui assène avec assurance que, décidément, rien n'est vrai, même ce qui est démontrable scientifiquement. Et quand ces comportements sont relayés à de très hauts niveaux institutionnels, comme le président des États-Unis Donald J. Trump en fait régulièrement la démonstration, on mesure l'ampleur des efforts à déployer pour conjurer ces évolutions. Les obscurantismes sont loin d'appartenir au seul domaine de la religion, même si leur déclinaison fondamentaliste les y entraîne inéluctablement. L'hostilité au progrès, la défiance à l'égard de la raison scientifique et à la démonstration rationnelle, la concurrence permanente entre opinion et croyance d'une part et

connaissance d'autre part nous font mesurer combien les acquis du Siècle des Lumières, patiemment étayés, sont aujourd'hui très clairement menacés. Les humanistes des XVIII^e et XIX^e siècles, qui menaient le combat culturel dans un contexte d'adversité au moins aussi redoutable que celui que nous connaissons aujourd'hui, doivent plus que jamais continuer à nous inspirer.



Combats maçonniques
Philippe Foussier
Collection Pollen Maçonique
Paris, Conform Edition, 2018

⁵ Gérard Bronner, entretien à la revue *Humanisme* n° 306, janvier 2015, « L'humanisme contre la détestation de l'espèce humaine »

LAÏCITÉ, RAISON ET INSTRUCTION PUBLIQUE

Charles Coutel • Être laïque c'est valoriser la raison et la thèse humaniste héritée de Descartes, Spinoza, Condorcet, des Lumières et de la Révolution française : il est de l'intérêt de la vérité et de la justice d'être recherchées par le plus grand nombre possible d'esprits éclairés. Cette thèse conditionne toute réinstitution de la laïcité.



les hommes des Lumières¹. Les cléricismes et les communautarismes profitent de l'effondrement du niveau de culture générale et scientifique, voire d'instruction élémentaire, des jeunes et des citoyens pour inféoder les esprits. La crise que traversent actuellement l'institution universitaire et la recherche publique n'arrange évidemment pas les choses. C'est en relisant toujours de plus près Condorcet, que nous pourrions adosser l'éducation civique et morale du futur citoyen à une transmission de la rationalité scientifique. Cette coopération peut seule permettre de répondre non fanatiquement à tous les fanatismes, notamment religieux, en rappelant que le principal ennemi de la République, c'est l'ignorance. En ce sens, la théorie condorcétienne de l'instruction publique, en lien avec le travail académique et la théorie de la République, constitue bien le cœur d'une théorie mélioriste d'ensemble capable de donner force et vigueur à l'espérance utopique.

LA THÉORIE DE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE DE CONDORCET

Précisons par deux courtes citations l'unité de l'approche condorcétienne. « Le but de l'instruction n'est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger » (*Cinq Mémoires*, Garnier-Flammarion, p. 93). « Épuisez toutes les combinaisons pour assurer la

liberté, si elle n'embrasse pas un moyen d'éclairer la masse des citoyens, tout vos efforts seront vains » (*Cinq Mémoires*, Garnier-Flammarion, p. 235).

L'instruction publique est l'âme de l'institution politique. La génération présente rend, par avance, la génération qui vient capable d'exercer la citoyenneté et d'améliorer la République. Ainsi, l'espoir utopique se projette dans l'avenir sans rompre avec le présent. Ainsi, Condorcet rend pensable un avenir qui serait un devenir, c'est-à-dire un avenir responsable de lui-même, mais à une condition : que les maîtres soient bien formés et que les savoirs élémentaires soient effectivement enseignés. Examinons les processus précis par lesquels Condorcet combine les

Toute démarche rationnelle se doit de suivre un athéisme méthodologique.

moyens d'améliorer en continu l'instruction publique. Académicien et savant, Condorcet va penser la diffusion des savoirs à partir des échanges en réseau de la communauté scientifique de l'Europe des Lumières. Ce geste épistémologique a été en partie oublié par Daunou, Lakanal, Jules Ferry ou encore Ferdinand Buisson. Ces républicains n'eurent qu'une perception partielle des quatre dispositifs philosophiques du méliorisme condorcétien. Ces dispositifs constituent une unité : la théorie de l'école républicaine.

Le premier dispositif, d'ordre juridique, revient à empêcher tout pouvoir gouvernemental de chercher à déterminer ce qui doit être enseigné dans les écoles de la République. En 1835, Auguste Comte nommera cela le danger *ministérieliste* ; en janvier 1793, Condorcet y revient dans un texte méconnu mais essentiel *Sur la nécessité de l'instruction publique*². Dès le *Rapport sur l'instruction publique*, Condorcet affirmait : « La première condition de toute instruction étant

de n'enseigner que des vérités, les établissements que la puissance publique y consacre doivent être aussi indépendants qu'il est possible de tout pouvoir politique » (éd. cit., p. 84).

Le second dispositif est lié au précédent puisque Condorcet recommande de fonder une Société nationale des sciences et des arts, indépendante du pouvoir exécutif, dont les missions peuvent être ainsi résumées : surveiller et diriger l'instruction, travailler à l'élémentarisation des savoirs scolaires, promouvoir les sciences et les arts, enfin, rester en contact avec les Sociétés savantes étrangères pour « enrichir la France des découvertes des autres nations » (éd. cit., p. 162-163). Cette Société nationale ne fut

que partiellement réalisée dans l'Institut national de Daunou ou encore par la création de l'École normale supérieure (*Rapport* de Garat-Lakanal). D'emblée, l'École normale supérieure est appelée à justifier son existence par un effort de transposition didactique des savoirs scientifiques³.

Le troisième dispositif consiste à valoriser par le travail des Académies et des Sociétés savantes l'exigence d'élémentarisation des savoirs savants. C'est le rôle que joue la génération des Encyclopédistes. L'élémentarité des savoirs scolaires, compréhensible par chacun et tous, prépare une société fraternelle et plus juste, comme le voulaient tous les utopistes. En ce sens, les savoirs élémentaires constituent un véritable *alphabet de l'émancipation*. Pour dire que nous ne sommes pas d'accord, encore faut-il pouvoir s'exprimer clairement !

Dernier dispositif, Condorcet, en bon lecteur de Rousseau mais aussi de Voltaire, nous demande de faire la genèse continue des erreurs passées, celles qui ont accompagné les périodes

de despotisme, de fanatisme, voire de dérive cléricale. L'instruction publique peut et doit nous guérir de l'esprit superstitieux et nous permettre de ne jamais pactiser avec l'ignorance.

L'instruction publique condorcétienne se tient donc au plus près du travail scientifique et académique mais ce philosophe a toujours le souci d'en simplifier les résultats pour les rendre accessibles à tous comme il le montre lui-même dans son *Manuel d'arithmétique élémentaire*, rédigé dans la clandestinité. Soucieux de la transmission et de l'amélioration continue de la qualité des maîtres et de la rigueur des savoirs enseignés, Condorcet rend possible une amélioration continue à la fois du débat politique et de l'argumentation rationnelle des futurs citoyens. L'instruction publique condorcétienne accomplit dès maintenant l'esprit utopique, en conservant sa fonction critique ; les deux parties de l'ouvrage de Thomas More s'enchaînent comme s'enchaînent les trois événements historiques précédemment mentionnés. Condorcet n'hésitera pas à présenter l'imprimerie comme « l'art créateur de la liberté ».

À ces trois conditions théoriques, ajoutons trois autres conditions plus institutionnelles.

Les institutions chargées de la transmission doivent se prémunir contre les sophismes mondialistes (qui confondent le mondial et l'universel) et communicationnels (qui confondent communiquer et transmettre). Un élève *renseigné* n'est pas un élève *enseigné*. C'est une décision individuelle mais aussi politique. La transmission des savoirs élémentaires est par elle-même formatrice du jugement critique et donc d'exigence de laïcité. Il me semble que les républicains devraient utiliser l'expression *savoirs élémentaires* et non *savoirs fondamentaux*.

Au sein des programmes scolaires

¹ Voir : Charles Coutel et alii (éd.), *Le fanatisme religieux du XVI^e siècle nos jours. Étudier, comprendre, prévenir*, Arras, Artois Presses Université, 2017, 188 p., et de Bertrand Binoche, *Écraser l'infâme ! Philosophie à l'âge des Lumières*, La Fabrique, 2018.

² Voir *La République et l'école*, Presses Pocket, p. 97-104.

³ Cette mission n'est-elle pas en passe d'être oubliée aujourd'hui ?

et de la formation des maîtres, ne conviendrait-il pas d'expérimenter des enseignements portant sur l'*histoire des institutions laïques* et sur les *questions religieuses*, en insistant sur le rôle des controverses au sein des religions⁴. Relisons les divers rapports officiels où Claude Nicolet prônait l'instauration d'une véritable *formation civique* au sein des universités ou de la formation des maîtres. En 1985-1986, il était encore possible de présenter aux futurs professeurs, la *genèse et la signification des valeurs républicaines*, notamment durant la Révolution et au XIX^e siècle. Cet enseignement historique et philosophique permettait de mieux situer le contexte et la cohérence des

valeurs républicaines, et bien sûr du principe de laïcité. Espérons que les programmes des futurs Instituts nationaux, dédiés à la formation des maîtres, sauront reprendre ces exigences. La réinstitution du principe de laïcité, qui est un processus continu, passe aussi par le développement des associations indépendantes et des débats libres au sein des formations politiques et syndicales. Relisons de très près Alexis de Tocqueville qui voit dans les associations les médiations reliant l'individu et l'État.

CONCLUSION

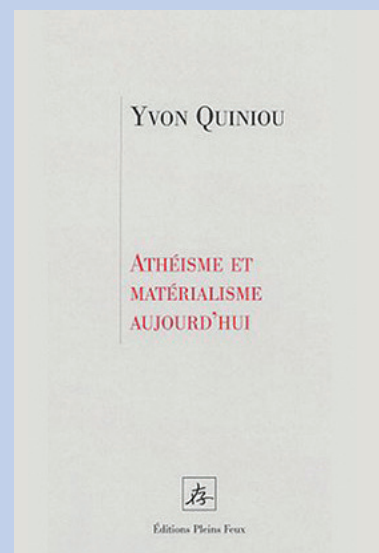
En réunissant ces conditions sémantiques, théoriques et

institutionnelles, il serait possible de sortir du règne hégémonique de la « pensée unique » et de notre situation intellectuelle confuse. Pour mener à bien ce travail critique de réinstitution défini comme processus continu, l'étude des concepts hérités de la tradition républicaine et la relecture des classiques de la République sont d'un grand secours. Redisons, tout simplement, que sans cet effort de réappropriation et de réinstitution de l'idéal humaniste et républicain, notre devise « liberté, égalité, fraternité », n'aurait tout simplement plus de sens, ni d'avenir.

SUR L'ATHÉISME MÉTHODOLOGIQUE

L'athéisme méthodologique est le préalable à toute démarche scientifique digne de ce nom. Il revendique la possibilité de défendre cet athéisme d'un point de vue scientifique : « *La présence ou l'absence d'une super-intelligence créatrice est sans équivoque une question scientifique, même si en pratique, elle n'est pas, ou pas encore, résolue. Il en va de même pour la vérité ou la fausseté de chacun des récits de miracle sur lesquels se fondent les religions pour impressionner les foules de croyants. Est-ce que Jésus avait un père humain, ou est-ce que sa mère était vierge au moment de sa naissance ? Que l'on dispose ou non d'assez de preuves ayant échappé au temps pour en décider, la question reste toujours strictement scientifique avec en principe une réponse précise : oui ou non.* » Yvon Quiniou explique que cet athéisme méthodologique n'induit pas pour autant un athéisme métaphysique qui consisterait à se prononcer négativement sur la question philosophique de l'existence de Dieu, question que l'auteur, à la suite de Kant, considère comme indécidable tout en reconnaissant sa pertinence théorique. C'est donc un matérialisme rigoureusement agnostique que fondent les avancées des sciences de la nature. En un temps où l'on répète à l'envi la formule d'André Malraux, qui annonçait un XXI^e siècle religieux, en un temps où l'on enregistre la montée des fondamentalismes religieux et la multiplication des sectes, pour Yvon Quiniou, il ne fait aucun doute que les enseignements de la biologie et notamment du darwinisme autorisent, voire contraignent, à professer un matérialisme entendu comme "unification de l'être sous la catégorie de la matière". En attestant le caractère purement immanent de l'évolution de la nature, ces enseignements valident du même coup un athéisme méthodologique, qui consiste à faire l'économie de l'hypothèse de l'existence de Dieu dans toute démarche se donnant pour objectif d'accéder à l'intelligence du réel, sciences sociales incluses.

Athéisme et matérialisme aujourd'hui, par Yvon Quiniou. Éditions Pleins Feux, 2004, 60 pages, 7 euros.



QUELQUES EXEMPLES DE PRÉJUGÉS SUR LES SCIENCES : COMMENT Y RÉPONDRE ?

Marie Perret • Si la science jouissait il y a quelques décennies encore d'un indéniable prestige, elle suscite aujourd'hui de la méfiance, qui peut aller, parfois, jusqu'au rejet. Les enfants tiennent souvent des discours très critiques à propos de la science, discours qui ne sont pas exempts de contradictions.



Tantôt, ils lui reprochent d'être toute-puissante et dangereuse (ils citent fréquemment l'exemple de la bombe atomique) ; tantôt ils l'accusent d'être fragile (les théories scientifiques seraient de simples conjectures destinées à être abandonnées). Ils soupçonnent la science d'être l'instrument d'intérêts louches et peu avouables. Ils contestent parfois l'universalité des vérités scientifiques, considérant qu'elles sont des croyances relatives à une civilisation particulière, en l'occurrence, « l'Occident ». Il peut aussi arriver que des enfants réagissent violemment à certains cours de sciences quand, à leurs yeux, ils heurtent leurs convictions religieuses. Se retranchant alors

derrière une liberté vide (« de toute façon, je pense bien ce que je veux »), ils refusent de chercher à comprendre, voire même d'écouter le cours. Ou alors, ils opposent aux explications du professeur un argumentaire très élaboré supposé montrer l'inanité des théories scientifiques en général, de la théorie du Big Bang ou de la théorie darwinienne de l'évolution en particulier.

Pour trois raisons au moins, il faut prendre au sérieux les questions que les enfants se posent à propos de la science, mais aussi leurs résistances voire leurs préjugés. D'abord, parce que ces critiques sont l'occasion de soulever des problèmes intéressants, qui portent sur la nature de la démarche scientifique, sur sa

capacité à atteindre la vérité et à décrire objectivement le réel. Ensuite, parce qu'il importe que les enfants, qui sont de futurs citoyens, soient capables de distinguer ce qui est scientifique de ce qui ne l'est pas, ce qui relève de la rationalité de ce qui n'en relève pas, ce qui est objectivement fondé de ce qui n'est qu'une certitude subjective. Il en va de leur liberté future : en ignorant ces distinctions, ils s'exposent à être la proie de tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, pourraient abuser de leur ignorance et profiter de leur crédulité. Enfin, parce que des forces très bien organisées se parent du costume de la science pour donner à leur discours une légitimité. Tel est le cas, par exemple, du mouvement du « dessein intelligent » qui cherche à imposer dans l'enseignement scientifique l'idée d'une évolution guidée par une intelligence supérieure¹. Voici quelques exemples de réactions d'enfants et d'arguments sur lesquels on pourra, le cas échéant, s'appuyer.

« LA SCIENCE EST DANGEREUSE : C'EST À CAUSE DES SCIENTIFIQUES QU'IL Y A EU LA BOMBE ATOMIQUE »

Ce lieu commun repose sur une confusion entre la science et ses applications techniques. Cette

⁴ Voir : Alain Joblin et Olivier Rota (éd.), *La controverse religieuse des Évangiles à nos jours*, Arras, Artois Presses Université, 2013, 167 p.

¹ Sur ce point, la lecture de l'ouvrage de Cyrille Baudoin et Olivier Brosseau, *Enquête sur les créationnisme* (Éditions Belin, 2013) est précieuse.

confusion est explicable. La science moderne, en effet, est expérimentale et s'appuie donc sur des techniques (sur des expériences qui font intervenir des instruments) ; de plus, à la différence de la science antique ou médiévale, la science moderne n'est pas purement spéculative : elle débouche sur des applications techniques. Il est par conséquent difficile de distinguer clairement ce qui relève de la science proprement dite et ce qui relève de la technique, au point qu'on a tendance à appeler « science » l'ensemble des applications techniques qui sont issues du savoir scientifique. Mais cet usage est abusif : même si elles sont liées, la science ne se confond pas avec la technique. La science relève de l'investigation : les scientifiques cherchent à expliquer les phénomènes naturels au moyen de méthodes rationnelles et contrôlables. L'objectif visé est celui de la connaissance. Vouloir interdire la connaissance scientifique sous prétexte qu'elle pourrait déboucher sur des applications dangereuses ou immorales n'est ni possible ni même souhaitable. Cela n'est pas possible puisqu'on ne sait pas à l'avance quelles applications techniques pourront être faites d'une théorie ; et quand bien même il serait possible

de les prévoir, ce ne serait pas souhaitable, car cela conduirait les scientifiques à pratiquer une forme d'autocensure préjudiciable à la connaissance. La science, dans sa démarche, est donc amoral : elle n'a pas à se préoccuper de la question de la légitimité. Cela ne veut pas dire, toutefois, que les chercheurs doivent volontairement fermer les yeux sur les applications qui sont faites des théories scientifiques. Einstein prit l'initiative, en 1945, d'écrire à Roosevelt pour lui demander

instamment d'user de son pouvoir d'influence pour convaincre les pays de renoncer à la bombe atomique. Mais de telles prises de position, qui portent sur la question des valeurs, ne relèvent pas du champ de la science proprement dit : elles relèvent du champ politique et de la morale. C'est en tant que citoyen, et non en tant que scientifique, qu'Einstein a pris position sur la bombe atomique. Si les citoyens peuvent et doivent limiter les applications techniques qui peuvent être faites de la science (par exemple le clonage humain), ils n'ont pas à imposer a priori des limites à la connaissance scientifique

La science, dans sa démarche, est donc amoral : elle n'a pas à se préoccuper de la question de la légitimité.

(par exemple à la connaissance de la structure des gènes). Par ailleurs, si les enfants tiennent les scientifiques pour des apprentis sorciers irresponsables, c'est parce qu'ils oublient qu'entre une découverte scientifique et les applications techniques qui en sont tirées existe toute une série de décisions qui ne dépendent pas de la recherche scientifique. On peut citer Guillaume Lecointre² : « entre le raisonnement scientifique, qui est amoral, et les applications pour lesquelles on déploie ce raisonnement, il existe toute une chaîne décisionnelle qui est oubliée ou tue, et qui est la principale porteuse de considérations économiques, sociales, éthiques, politiques, historiques, morales ou philosophiques qui se surajoutent pour justifier tel ou tel objectif des technosciences. Les équations qui décrivent la fission de l'atome ne sont pas responsables à elles seules de l'existence de la bombe atomique ».

« DARWIN, JE N'Y CROIS PAS »

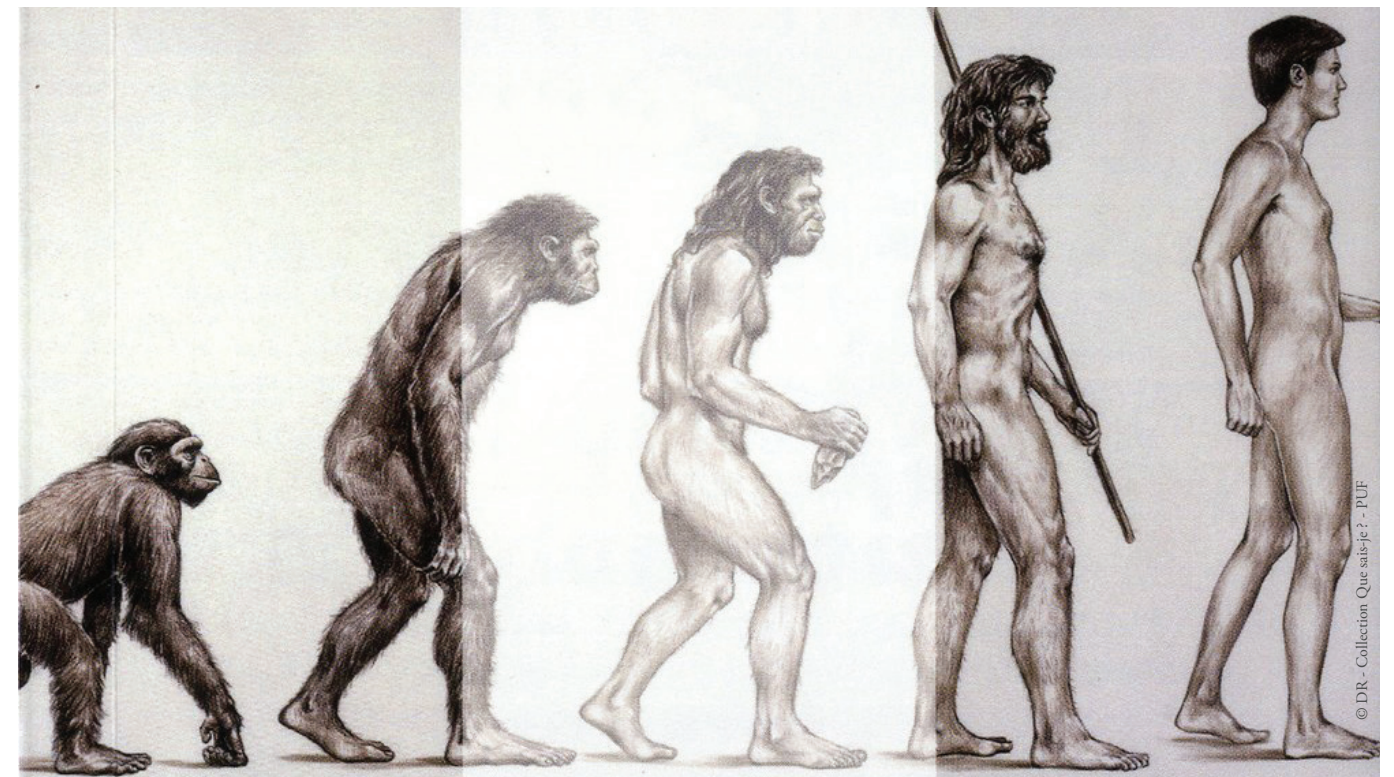
C'est une bonne chose : aucun scientifique ne demande à être

« cru ». La démarche scientifique est une démarche rationnelle et rigoureuse qui exclut l'adhésion irréfléchie : l'enfant ne doit pas croire mais comprendre les théories scientifiques, qui exige un effort intellectuel (refaire la démarche qui a présidé à la découverte de la théorie, en comprendre les tenants et les aboutissants, vérifier la solidité des preuves, etc.).

Mais ce refus de « croire Darwin » peut aussi s'expliquer par des raisons religieuses. L'enfant refuse de faire l'effort exigé pour comprendre la théorie darwinienne de l'évolution et les preuves qui la fondent. Il a le sentiment qu'en faisant cet effort, il renierait ses croyances religieuses.

On peut alors expliquer à l'enfant que la science ne s'oppose pas à la religion car toutes deux relèvent de deux ordres étrangers l'un à l'autre : l'ordre de la raison et l'ordre de la foi. Même si la religion n'ignore pas la rationalité (l'existence de la théologie le prouve), elle suppose à un moment donné un « saut » (qui peut être assumé par la raison du croyant) en dehors de la rationalité : ce saut est précisément celui de la foi, qui est volonté de croire ce qui dépasse la raison, ce qu'il est par nature impossible de savoir. Il est impossible de prouver l'existence de Dieu par des moyens expérimentaux, alors qu'il est possible de prouver l'existence d'un trou noir, d'un microbe ou d'une bactérie. La science, en revanche, s'interdit tout « saut » en dehors de la rationalité : le scientifique se doit de tester, au moyen d'un protocole expérimental, les hypothèses qu'il avance pour expliquer un phénomène. Le protocole expérimental obéit à des procédures très strictes qui permettent de contrôler les paramètres de l'expérience et de faire en sorte que celle-ci soit reproductible par n'importe quel chercheur.

Parce qu'elle suit une démarche



intégralement rationnelle, la science part du principe que tout phénomène naturel est déterminé par des causes qui sont elles-mêmes naturelles. Par exemple, si une tuile tombe du toit, on ira chercher la cause de cet événement du côté de la force du vent, phénomène naturel, et non du côté d'une entité « surnaturelle » (par exemple la volonté de Dieu). De là découle que la science exclut de son champ toute explication de type finaliste. Interpréter un phénomène en se référant à une intention, à un dessein, à un plan (par exemple le plan de Dieu), ce n'est pas produire une explication scientifique, car de telles conjectures sont inaccessibles à l'expérience. Cela ne veut pas dire que les scientifiques qui s'obligent à respecter ces exigences renient, le cas échéant, leur foi : le naturaliste Buffon était croyant, mais il s'abstenait de recourir à des entités métaphysiques pour expliquer les phénomènes naturels. Il séparait ce qui relevait de l'investigation scientifique et ce qui relevait de sa

foi religieuse. La science n'oblige donc personne à devenir athée. Elle étudie la matière et ses propriétés. S'il existait, dans le réel, quelque chose qui ne relève pas de la matière, elle ne pourrait pas le savoir.

« EN SCIENCE, RIEN N'EST VRAI : LES VÉRITÉS SCIENTIFIQUES SONT CONSTAMMENT RÉFUTÉES »

C'est vrai : l'histoire des sciences montre qu'aucune théorie scientifique n'est intangible. Mais il faudrait dire plus : on reconnaît le caractère scientifique d'une vérité à ceci qu'elle est réfutable. La réfutabilité est la preuve qu'une théorie est scientifique³. Le scientifique ne doit pas seulement chercher à vérifier expérimentalement son hypothèse : il doit aussi préciser à quelles conditions et par quelles expériences celle-ci pourrait être mise en échec. Prenons la croyance en un dessein intelligent, soit l'énoncé selon lequel ce qui existe ne peut être dû

à un hasard de circonstances mais suppose une intelligence créatrice : un tel énoncé est plausible, mais il n'a aucune valeur scientifique. Non seulement aucun test ne permet de le vérifier, mais aucun test ne permet non plus de le réfuter. Cet énoncé relève de la croyance et non de la science. Une hypothèse scientifique, en revanche, rend possible des prévisions qui permettent de la vérifier. Mais le scientifique doit aussi détailler les procédures qui permettraient de réfuter sa théorie. Les vérités scientifiques ne sont donc pas des vérités absolues. Elles restent vraies tant qu'elles résistent à la réfutation.

« LA SCIENCE EST UN TRUC D'OCCIDENTAUX »

Il existe une autre manière de remettre en cause la validité de la science, qui consiste à la considérer comme le produit d'une mentalité particulière : on dira que la science est relative à la civilisation dont elle est issue, et qu'elle n'a donc pas de portée universelle. Qu'elle

² Professeur au Muséum d'Histoire naturelle, directeur du département Systématique et évolution. La citation est extraite de *La science face aux créationnismes* - Ré-expliciter le contrat méthodologique des chercheurs, Editions Quae, 2012.

³ « Le critère de la scientificité d'une théorie réside dans la possibilité de l'invalider, de la réfuter ou encore de la tester ». K. Popper, *Conjonctures et Réfutations*, trad. De Launay, chap.1, §1.

ne concerne et n'intéresse que l'Occident et non les autres cultures. Ce relativisme est entretenu par l'ambiguïté du mot « science » qui, dans l'usage, peut désigner un ensemble de savoirs accessibles à une époque donnée ou dans une civilisation donnée (c'est en ce sens que l'on parle de la « science grecque » ou de la « science du Moyen-Âge »). Il importe, toutefois, de combattre ce relativisme, car il peut, là encore, servir de justification à la paresse intellectuelle, voire à l'hostilité

à l'égard de l'enseignement scientifique. On pourra signaler à l'enfant qu'il existe des scientifiques dans tous les pays du monde et de toutes les confessions.

D'être de telle nationalité ou de telle religion n'empêche nullement de reconnaître la validité d'une théorie scientifique.

On pourra lui expliquer que le fait d'être de telle nationalité ou de telle religion n'empêche nullement de reconnaître la validité d'une théorie scientifique : pour se convaincre qu'elle est vraie, il suffit de mettre en œuvre les procédures permettant de la tester (refaire soi-même l'expérience, vérifier si elle n'est pas

invalidée dans tel ou tel cas, etc.). On pourra lui faire remarquer que si telle science est effectivement née dans un contexte historique déterminé, elle ne s'y réduit pas : elle se développe de façon autonome, en fonction de ses exigences propres et des problèmes qu'elle rencontre à l'intérieur de son champ. On pourra, enfin, lui expliquer que si les mentalités sont particulières, la raison, elle, est universelle : lorsque je comprends une vérité, je conclus immédiatement que n'importe quel esprit pourrait comprendre ce que je comprends.

NE LAISSONS PAS NOS ENFANTS AUX MAINS DES GOUROUS SCOLAIRES !

Stéphanie de Vanssay • Enseignante et militante syndicale à l'Unsa, j'ai récemment découvert avec effarement ce qui se joue à travers les écoles Steiner-Waldorf. Il y a en France une vingtaine d'écoles de ce type qui concernent pas loin de 2 500¹ élèves et leur image est a priori positive pour le grand public.

Or, quand on creuse un peu la question, on découvre que ces écoles, initiées par Rudolf Steiner, font partie intégrante d'un mouvement ésotérique, qui se dit philosophique, appelé l'Anthroposophie². Ce mouvement a une grosse sphère d'influence peu apparente via des branches dans la médecine, l'agriculture (la biodynamie), la banque et donc l'éducation. L'Anthroposophie souhaite populariser la capacité de perception spirituelle permettant l'accès à des mondes supérieurs.

Cette perception du monde spirituel se veut moderne et scientifique, les anthroposophes parlent donc de "science spirituelle". L'objectif est que cette capacité de perception spirituelle transforme la société toute entière en la "fécondant" secteur par secteur. C'est pour cela qu'il y a une éducation fécondée par la science spirituelle : la pédagogie Steiner-Waldorf ; une agriculture fécondée par la science spirituelle : la biodynamie ; un système bancaire fécondé par la science spirituelle : les banques

issues de l'anthroposophie ; des arts fécondés par la science spirituelle : l'eurythmie, le chant Werbeck, l'art dramatique anthroposophique, etc. Le but ultime est de créer une nouvelle civilisation remodelée par l'Anthroposophie.

En fait, ce que l'on appelle la pédagogie Steiner n'est en rien une pédagogie, c'est un fatras de considérations liées à des éléments ésotériques comme le karma, la réincarnation, les différents corps (physique, éthérique, spirituel), les

signes du zodiaque. Les consignes de Steiner sont péremptaires car issues de révélations et elles sont toujours à l'œuvre dans les écoles³. Derrière le discours séduisant de la créativité et du respect du rythme de chaque enfant, on a en réalité un empilement de croyances, de dogmes et de règles. Il faut par exemple attendre la seconde dentition, donc 7 ans environ, pour aborder l'apprentissage de la lecture dans les écoles Steiner-Waldorf, car cela correspond au moment où le corps éthérique se développe, ce qui permet une première approche de l'abstraction. Pareillement, il faut attendre la puberté et le développement du corps spirituel pour commencer à faire raisonner les élèves. Tout apprentissage trop précoce est vécu comme étant dangereux pour le karma⁴. Dans ces écoles, les enfants sont catégorisés en fonction de leur tempérament : colérique, sanguin, mélancolique et flegmatique⁵. Ces étiquettes sont figées et définitives. Enfin jusqu'à la prochaine réincarnation. On est donc dans une conception "toute particulière" de la prise en compte des individualités. Bien évidemment, les activités quotidiennes comme les "paroles" (en fait des prières) et l'eurythmie (rite ésotérique dansé), les enseignements pseudo-scientifiques (des liens entre le corps humain et les signes du zodiaque, les îles britanniques qui flottent sur l'eau) et beaucoup d'autres ingrédients ésotériques sont absents des descriptifs des projets des écoles,



masqués vis-à-vis de l'extérieur et en grande partie vis-à-vis des parents aussi. Il est fort probable que la plupart des parents, s'ils avaient connaissance des fondements, du but et des croyances transmises dans les écoles Steiner, ne dépenseraient pas quelques milliers d'euros par an pour y scolariser leurs enfants. Tout cela est flou, discret, justifié au cas par cas par une vision spirituelle de la science que tout le monde ne serait pas capable d'appréhender. Nous avons de toute évidence affaire à des écoles confessionnelles (mais l'Anthroposophie refuse de s'afficher comme étant une religion) et non conformes aux valeurs de la République ni même en termes de sécurité des enfants. En effet, l'incitation à éviter les vaccins (très mauvais pour le karma), une très grande proximité professeurs/élèves et une politique de non-

intervention quand des enfants en agressent d'autres sont à l'origine de nombreux problèmes dans ces écoles⁶. Quand il y a un scandale qui éclate (propos racistes d'un professeur, maltraitances ou agressions sexuelles, rituels religieux démasqués, harcèlement entre enfants non géré par les adultes) les responsables des écoles dénoncent un égarement isolé d'un enseignant qui aurait dérapé. Comme par hasard ces "dérapages isolés" sont toujours en adéquation avec une position controversée de Steiner. Les exemples sont extrêmement nombreux !

J'ai bien conscience que les écoles Steiner-Waldorf ne sont pas les seules à poser de graves questions, d'autres établissements hors contrat et parfois sous contrat sont concernés. Les contrôles de

³ Site "La Vérité sur les écoles Steiner-Waldorf" de Grégoire Perra, Catégorie : Les cahiers et les devoirs des élèves Steiner-Waldorf <https://veritestener.wordpress.com/category/le-vrai-visage-des-ecoles-steiner-waldorf/les-cahiers-et-les-devoirs-des-eleves-steiner-waldorf/>

⁴ Rudolf Steiner, "L'Éducation de l'Enfant au point de vue de la science spirituelle", Éditions Alice Sauerwein, Paris 1922 https://jf.bizzart.biz/pdf/Education_Enfant_RS_EL_1922.pdf

⁵ Rudolf Steiner, "Culture Pratique de la Pensée - Nervosité et le Moi - Tempéraments", 4ème édition, Éditions Anthroposophiques Romandes, Genève 1994 <http://www.meybeck.net/sites/cosmobacchus.fr/files/Steiner-pdf/Steiner%20Rudolf%20-%201909-1912%20-%20Culture%20Pratique%20de%20la%20pens%C3%A9e%20Nervosit%C3%A9%20et%20le%20moi%20Temp%C3%A9raments.pdf>

⁶ Le Monde, "Quand la rougeole envahit l'école", 21/01/2016 https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/01/12/quand-la-rougeole-envahit-l-ecole_4845572_3224.html

Le Parisien, "Agressions sexuelles entre enfants : une école Steiner de l'Essonne dans la tourmente", 21/10/2019 <http://www.leparisien.fr/essonne-91/essonne-agressions-sexuelles-entre-enfants-plainte-pour-viol-que-se-passe-t-il-a-l-ecole-steiner-21-10-2019-8176884.php>

Vidéo de la chaîne Youtube Steinermentary, "Focus On Karmic Bullying in Steiner Waldorf Schools - The Titirangi Settlement", 08/06/2019 https://www.youtube.com/watch?v=yvN8sglbGeU&list=PLp5uKXyiDenSjLyoObygByk_3dslze0Z&index=4&v=1s

¹ Site de la Fédération - Pédagogie Steiner-Waldorf en France <https://steiner-waldorf.org/trouver-maternelle-ecole-steiner/>

² Wikipedia "Pédagogie Steiner-Waldorf" https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9dagogie_Steiner-Waldorf

l'institution semblent jusqu'à aujourd'hui très peu efficaces pour détecter les problèmes et forcer les écoles à remédier à ces situations dangereuses.

Il y a aussi de nombreuses alertes concernant des propositions d'ateliers périscolaires touchant par exemple à la méditation, à l'expression artistique, à la gestion des émotions et même concernant les dangers des écrans !

Il me semble nécessaire de s'interroger sur ce qui attire les parents vers ces écoles dites "alternatives" et ces activités d'un nouveau genre.

Je vois à cela deux raisons principales : le discours général défavorable à notre école publique et la non publicité, voire le rejet, de démarches originales dans les classes.

En effet le discours ambiant est très négatif concernant l'école publique, on ne parle que de ce qui ne va pas et très rarement de tous les projets formidables qui y sont menés et du travail remarquable de l'immense majorité des enseignants. Certes elle n'est pas parfaite et a des progrès à faire, chaque enfant qui s'y sent mal, incompris, en échec pousse ses parents à chercher autre chose et deviendra lui-même un parent méfiant vis-à-vis de l'école républicaine. Mais pour y avoir enseigné pendant une vingtaine d'années, dans des quartiers jugés difficiles, je peux témoigner de la grande bienveillance de l'immense majorité des enseignants, de leur capacité à trouver sans cesse des nouvelles idées pour faire progresser leurs élèves et de leur extrême

attention à inclure tous les élèves, quels que soient leurs origines, leurs difficultés ou leurs handicaps. Malgré cela on n'entend parler dans les médias et sur les réseaux sociaux que des violences, du niveau qui baisse et de la perte du goût de l'effort par la jeune génération.

Il ne s'agit pas de dire que tout va bien, qu'il n'y a pas de problèmes dans les écoles, mais d'équilibrer les choses et de les remettre en perspective. Il y a de nombreux projets porteurs qui motivent les élèves et les font progresser, des équipes qui se mobilisent pour améliorer le climat scolaire dans

Il est essentiel pour former des citoyens de dégager des espaces scolaires pour agir librement, choisir librement et penser librement.

leurs établissements, des chercheurs qui ouvrent de nouvelles pistes pour réduire les inégalités scolaires, des domaines dans lesquels les élèves progressent.

Se contenter du discours défavorable c'est ouvrir un boulevard à la fois aux officines privées et aux dérives sectaires de tout poil qui s'empressent de proposer la bienveillance, l'adaptation à chacun et l'efficacité qui seraient forcément absentes de l'école publique. Cet engouement est d'autant plus facile à générer qu'il y a certains enseignants, et même parfois des ministres de l'Éducation nationale, adeptes du "c'était mieux avant". Ils rejettent allègrement toute pédagogie qui ne serait pas "classique" (celle qui selon eux aurait fait ses preuves depuis toujours), ils accusent ceux qu'ils appellent de façon péjorative les "pédagogistes" d'être responsables du déclin de notre école, alors que c'est ceux-là même qui cherchent à adapter l'enseignement au monde

d'aujourd'hui, aux nouveaux défis à relever (comme la massification de l'enseignement et l'intégration des enfants en situation de handicap) et aux attentes légitimes des parents en termes de bienveillance et d'individualisation. Ce rejet de toute nouvelle approche, démarche dans l'école publique, c'est aussi cela qui pousse les parents à chercher ailleurs des choses qu'ils pensent meilleures pour leurs enfants et qui rend si discrets ceux qui osent faire avancer les choses dans leur classe ou leur établissement car il est mal vu d'avoir l'air de baisser les exigences en étant plus ludique, coopératif, attentif ou en supprimant les notes pour un système d'évaluation plus parlant pour les élèves.

En conclusion, dans l'école publique, il faudrait pouvoir placer un curseur de façon équilibrée et raisonnable, en le réajustant si nécessaire entre "toute alternative nouvelle est bonne à prendre" et "rien ne doit bouger par rapport à nos habitudes ancestrales", ce serait la meilleure façon de couper l'herbe sous le pied des gourous peu fréquentables et dangereux qui portent atteinte à la liberté de conscience de nos enfants et nos jeunes. Il est essentiel pour former des citoyens de dégager des espaces scolaires pour agir librement, choisir librement et penser librement. Chacun de nous, de là où il est, peut veiller à ne pas contribuer de manière unilatérale au discours négatif sur notre école publique, en rappelant toujours que tout n'y est pas noir, qu'il s'y passe aussi des choses enthousiasmantes et qu'elle peut progresser.



Notre journal UFAL Info s'enrichit d'une rubrique dédiée aux bonnes pratiques. Toutes les UFAL locales et départementales sont invitées à partager leurs expériences, leurs initiatives. Un objectif double : mettre en valeur le dynamisme des militants de l'UFAL aux quatre coins de la France et faire connaître aux uns et aux autres des actions récurrentes ayant bien fonctionné.

CRÉATION D'UNE NOUVELLE UFAL : FÉLICITATIONS À L'ÉQUIPE DE METZ (57) !

Le 2 octobre 2019, une quinzaine de militantes et militants laïques se sont réunis à Metz afin de constituer une Union des Familles Laïques de Moselle (UFAL 57) regroupant l'UFAL de METZ et l'UFAL de METZ ET ENVIRONS. Une nouvelle association composée de personnalités déjà reconnues dans les milieux de l'éducation populaire, de la lutte contre les discriminations, de la défense de l'école publique et plus généralement des valeurs humanistes. L'UFAL 57 s'attellera à défendre et à promouvoir la laïcité dans un territoire où le concordat napoléonien est toujours en vigueur et où l'enseignement religieux reste obligatoire dans les écoles publiques. La première action concrète sera constituée par la demande d'adhésion au sein de l'UDAF.



Assemblée Générale constitutive de l'UFAL de Moselle / UFAL 57.

POURQUOI FAUT-IL DÉFENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE ?

Le 18 octobre, Nicolas Pomiès, pour l'UFAL du Val-de-Sambre (59), a animé le débat. Des échanges organisés par le CAPS (Collectif un Avenir Pour Somain) une association qui œuvre pour les habitants de cette petite cité minière classée patrimoine mondial de l'UNESCO, au tissu associatif fort et actif, située à 10 mn de Lille et qui a lancé un cycle de conférences orientées vers la culture pour tous, l'échange et le partage avec tous, en partenariat avec l'UFAL et Mutuale. Une suite donnée le 15 novembre avec pour intitulé « la laïcité est-elle toujours indispensable ? » animée cette fois par Vincent Lemaitre, président de l'UFAL 59.

ROUEN SE LANCE SUR L'ESS

Le 4 octobre, Vincent Lemaitre, président de l'UFAL du Nord (59), était invité par le CREAL 76 à animer à Rouen une conférence-débat : « ESS ou le social business face aux choix de société ».

Une conférence très bien reçue par la cinquantaine de personnes présentes, bien que quelques-uns l'aient trouvée un tantinet déprimante : « J'essaie toujours de ne pas donner dans le catastrophisme manipulateur en restant dans la raison émancipatrice, » précise Vincent Lemaitre.



Vincent Lemaitre (debout)

La conférence s'est achevée sur l'ESS face aux enjeux écologiques : l'apport d'une économie locale alternative à l'économie néolibérale qui catalyse les désordres écologiques ; la création d'une solidarité soutenue par une économie en lien avec les besoins et les volontés locales, la pierre angulaire de nombreuses associations qui sera absolument primordiale à l'avenir.

À LOCHES, LA CONVERGENCE DES PUBLICS



Au restaurant « P'tit marmiton » qui accueillait la conférence.

Mot d'ordre : « Réformes Macron : tout doit-il disparaître ? » La conférence-débat organisée à Loches (37), le 25 octobre, a attiré militants communistes locaux, adhérents de Mutuale, sympathisants de l'UFAL, tout autant que des Gilets Jaunes, tous venus écouter et débattre avec Charles Arambourou, et qui n'ont pas été déçus par le bilan sans aucune concession établi par ce dernier sur les réformes de la Sécu, des retraites et de l'assurance chômage. Une salle comble avec plus de 80 personnes dans un restaurant routier bien connu des environs. Des discussions prolongées jusqu'au buffet dinatoire offert par Mutuale qui n'ont pas manqué de sel ni de réparties.

CARNETS D'UFAL

CARTONS PLEINS POUR L'UFAL MARNE ET CHANTEREINE (77)

Invitée aux portes ouvertes de l'Espace de Proximité et de Citoyenneté à Chelles, l'UFAL de Marne et Chantereine a eu l'occasion d'échanger avec les visiteurs sur les sujets sociétaux concernant les familles et la laïcité et de se faire reconnaître dans la structure accueillante. Réussite totale puisque trois projets sont retenus : partenariat avec une association familiale locale spécialisée dans le handicap pour répondre à l'appel à projets Mutuale ; projet de débat sur les politiques jeunesse avec « la Boussole », espace ressources pour les 16-25 ans et l'appui technique du Cnajep ; interventions ponctuelles auprès des associations linguistiques pour faire comprendre la laïcité à leurs adhérents.



Le Président de l'UFAL 77 à la manœuvre.

MOËLAN-SUR-MER. UNE SOIRÉE “HORS NORMES” AU CINÉMA LE KERFANY

Le film *Hors normes* de Olivier Nakache et Éric Toledano, qui aborde la question de l'autisme au travers du parcours de deux jeunes, a servi de prélude à une soirée riche en discussion, le 5 novembre, au cinéma le Kerfany, partenaire de la section locale de l'UFAL du Finistère (29).



LA SÉCU, ENCORE ET TOUJOURS AU CŒUR DES DÉBATS

L'UFAL du pays de Brocéliande a organisé un ciné-débat le 19 novembre à Saint-Méen-le-Grand (35) sur l'avenir de la Sécurité Sociale. Après la diffusion du film *La Sociale* de Gilles Perret, le débat a été animé par Nicolas Pomiès, membre du Bureau national de l'UFAL.



Membres de l'UFAL et invitées.

TOULON MULTIPLIE LES ACTIONS



Le président et le secrétaire de l'UFAL Toulon (83) étaient présents lors de l'inauguration de l'arbre de la laïcité planté à l'école Jean Moulin de Bormes-les-Mimosas le 12 octobre, tandis que le 17 novembre, adhérents, futurs adhérents et sympathisants étaient conviés à participer à une journée familiale sur le mont Faron, avec de multiples activités : jeu de piste en famille ou entre amis, dégustation de miel, pique-nique, conférence par un guide naturaliste, médiateur scientifique et culturel, sur la découverte de la faune et de la flore. Le 16 novembre, c'était au 2ème Salon de l'ESS, organisé par la MGEN 83, que l'UFAL Toulon a tenu un stand pour échanger avec les visiteurs et faire connaître ses nombreuses actions.



Le président et le secrétaire général de l'UFAL Toulon.

« LA LAÏCITÉ EN PRATIQUE » EN SAÔNE-ET-LOIRE (71)

Les UFAL de Bourgogne et leurs adhérents sont venus assister à une soirée débat à Charnay-lès-Mâcon, le 28 novembre, animée par Michel Canet, président de l'UFAL de l'Yonne, Francis Gateau de Côte-d'Or et Alexandre Magny de Saône-et-Loire.

La cantine doit-elle être laïque ? Qu'est-ce que la liberté de conscience ? De culte ? La laïcité à quoi ça sert ? Des questions très pragmatiques des adolescent(es) comme des parents, et des curieux, des bénévoles et des militants, de tous les habitants intéressés par ces questions parfois brûlantes de l'actualité.



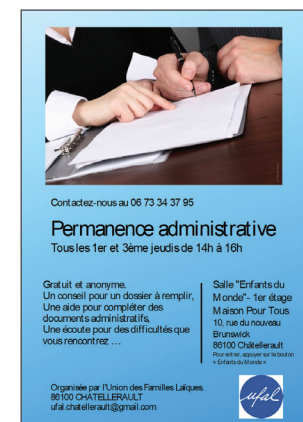
LAÏCITÉ, PRINCIPE UNIVERSEL ?

À l'initiative du collectif « Laïcité Cotentin », dont l'UFAL Manche (50) est membre, la conférence-débat a vu la participation de Martine Cerf, secrétaire générale de l'association Egale (Égalité, Laïcité, Europe), et de Charles Arambourou, responsable de la commission Laïcité de l'UFAL. Les intervenants ont également rencontré des lycéens cherbourgeois et dialogué avec eux sur le thème : « La laïcité, qu'est-ce que c'est ? »



LA MOTTE FAIT LA FÊTE

Sur une idée de Patrice Decorte de l'UFAL Draguignan (83) et avec le soutien de bon nombre d'associations laïques sudistes dont, entre autres, le Comité 1905, une journée entière a été consacrée à la fête de la laïcité le 30 novembre. Au menu, banquet républicain et, dans le cadre du colloque « Pour l'école de la République », des interventions le matin à 9h30 avec Damien Pernet, secrétaire général de l'UFAL, et Eddy Khaldi, président national des DDEN.



NOUVEL ESPACE D'ACCUEIL POUR LA PERMANENCE DE CHÂTELLERAULT (UFAL VIENNE)

Les militants de l'UFAL 86 ont investi des locaux plus chaleureux pour accueillir toutes celles et ceux qui ont besoin d'un soutien administratif. Le tout, gratuitement et anonymement pour assurer en service en toute confiance aux bénéficiaires.

JOURNÉE PORTES OUVERTES DE L'UFAL DE SAINT-JOSEPH

Toujours très dynamique, l'UFAL de Martinique sait mobiliser ses jeunes militantes pour alerter tant sur la laïcité que sur l'écologie.



UFAL 33 : UN DÉBAT À HAUTE TENSION SUR IMMIGRATION ET LAÏCITÉ

À la surprise générale, Nicolas Cadène a répondu à l'invitation de l'association Laïcité 33 à Bordeaux sur un sujet particulièrement clivant et qui divise la société française à savoir l'immigration ET la laïcité. Il a été assuré d'avoir eu en face un ardent défenseur des valeurs républicaines en la personne de Christian Gaudray, président de l'UFAL.

ZEN À PARIS

L'UFAL de Paris a lancé, en septembre, une nouvelle activité avec des cours de « Yoga laïque et familial » pour enfants et parents en simultané – le mercredi – ouverts à tous, adhérents ou non-adhérents. Ces cours, accessibles à la fois aux débutants et aux pratiquants confirmés, sont assurés par deux professeures de Hatha yoga, membres de l'UFAL Paris, et sont centrés sur une activité totalement sécularisée du Yoga que nous appelons « Yoga Laïque ».



LES UFAL DE MARMANDE ET DE VILLENEUVE-SUR-LOT AU FORUM DES ASSOCIATIONS

À l'invitation de l'UDAF de Lot-et-Garonne (47), les deux UFAL locales dynamiques ont tenu ensemble un stand autour de l'Expo laïcité, le 23 novembre à Foulayronnes. Au programme : présentation des associations présentes et de leurs activités et échanges autour des stands animés par les militants.



Membres du Bureau de Marmande et de Villeneuve sur le stand.

CARNETS D'UFAL - Comment faire ? Envoyez des articles (avec photo si possible), des comptes rendus de vos actions à l'adresse suivante : ufalsiege@ufal.org
N'hésitez pas, le format est très libre et les démarches possibles très variées : conférences, ciné-débats, rédactions de brochures, interventions en milieu scolaire et périscolaire, permanences d'écoute, outils pédagogiques, etc.

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE L'HÉSITATION VACCINALE

Alain Ghiglia¹ • Alors même que depuis plus d'un siècle la vaccination s'est imposée en santé publique et qu'elle a permis l'éradication de maladies endémiques telle la variole, elle se retrouve paradoxalement aujourd'hui au centre de toutes les polémiques et victime d'attaques multiformes contestant ses bénéfices dans la protection des populations vis-à-vis des épidémies.



© CDC National Immunization Program - Wikimedia

La vaccination est le domaine de la santé publique qui touche toutes les classes de population et demeure fondamentale en termes de politique de prévention. Au cours de l'année 2015, Madame Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la Santé, faisait part de sa volonté d'ouvrir un grand débat national sur la vaccination du fait de l'accroissement des réticences et des controverses de la part de la population ainsi que de certains professionnels de santé, fragilisant ainsi la couverture vaccinale. Résultat : la France a décidé de nouvelles obligations vaccinales, ce qui a semblé augmenter la couverture vaccinale vis-à-vis de certaines maladies, mais n'a résolu

en rien le problème de l'hésitation vaccinale qui ne cesse de croître au sein de notre société. Un phénomène multiforme qui touche parfois, aussi, le monde des professionnels de santé.

Dans un premier temps, on a historiquement assimilé les résistances à la vaccine (par commodité, nous utiliserons le terme « vaccination »), à une opposition au développement de l'État sous sa forme administrative, à partir du XIX^e siècle, époque d'industrialisation et de progrès scientifiques notables marquée par des mutations décisives. Les modes vies se transforment de façon importante grâce au développement des transports de type chemin de fer et à l'accroissement de la

production agricole. La population européenne, elle, augmente de façon notable. Les découvertes de Pasteur, celles des bactéries, modifient les manières de penser l'hygiène et la santé et influencent les méthodes pour lutter contre les maladies et les épidémies. Le XIX^e est aussi marqué par l'apparition de l'urbanisation consécutive au développement industriel, qui va se doubler au niveau politique par les premières mesures hygiénistes de masse, comme par exemple le développement des réseaux urbains d'eau potable et des égouts.

Les phénomènes de refus de vaccination sont apparus de manière concomitante aux premières campagnes d'envergure de variolisation. Les campagnes de vaccination ont très souvent été initialement mises en œuvre sur un modèle militaire, y compris dans le vocabulaire utilisé pour s'adresser aux populations. Cette approche rentre dans le cadre historique de l'époque, l'État centralisateur voulant imposer sa puissance publique en devenant sans se préoccuper du consentement des populations. Les causes de ces refus peuvent être multiples, mais dans un premier temps, elles sont principalement religieuses, philosophiques ou politiques. Au niveau philosophique, Voltaire (1664-1778), grand défenseur de la philosophie des Lumières du

¹ Docteur en Pharmacie.

XVIII^e, se prononce clairement en faveur de l'inoculation de la variole, y voyant des progrès scientifiques favorables à l'avenir de l'humanité. Se positionnant d'un point de vue moral, le philosophe allemand Kant (1724-1804), se prononce en sa défaveur, refusant l'idée que l'homme puisse se mettre en danger d'une mort qu'il aurait pu éviter en acceptant la « Providence ». Il estime que les médecins doivent davantage travailler sur la précarité des populations infantiles. (Réflexion sur l'inoculation, 1800, E. Kant, « Écrits sur le corps et l'esprit »).

On observe, en Angleterre au XIX^e siècle, les premiers mouvements anti-vaccination dénonçant les obligations vaccinales comme étant une tentative de contrôle du pouvoir politique sur le corps humain et une incursion dans la sphère privée. En 1805, le médecin inoculateur anglais Rowley publie à Londres un livre contre la vaccination. Étonnant de la part d'un homme formé à l'art de l'inoculation ! L'explication est simple : un refus du progrès sur fond d'enjeu mercantile.

En effet, l'inoculation est une source de revenus financiers importante pour de nombreux médecins qui craignent de perdre leur gagne-pain principal.

De nombreux docteurs, adeptes des médecines naturelles, sont le plus souvent opposés à la vaccination. Comme le médecin allemand Bilz, auteur d'un livre à l'origine de diverses théories se rapprochant de la « naturopathie », toujours très en vogue de nos jours. Il en va de même pour les tenants de l'homéopathie qui prônent le plus souvent une sorte de théorie « pseudo-naturelle » avec l'idée de laisser faire la nature. Ce genre d'idée trouvera refuge de nos jours dans certains mouvements

de l'écologie extrême qui refusent catégoriquement la vaccination ; le tout mélangé avec diverses théories. Au XIX^e siècle toujours, de nombreux penseurs s'opposent à toute idée de progrès, c'est le départ de ce que nous nommerons les « Antimodernes », se développant en opposition à la philosophie des Lumières.

En France, la III^e République (1870-1940) est le premier régime politique durable depuis les nombreux bouleversements de la Révolution, cette dernière ayant entraîné la fin des certitudes et d'un ordre établi. Elle se lance donc à corps perdu dans la vaccination, faisant de Pasteur une figure mythique de la Nation et adoptant une laïcisation de la médecine.

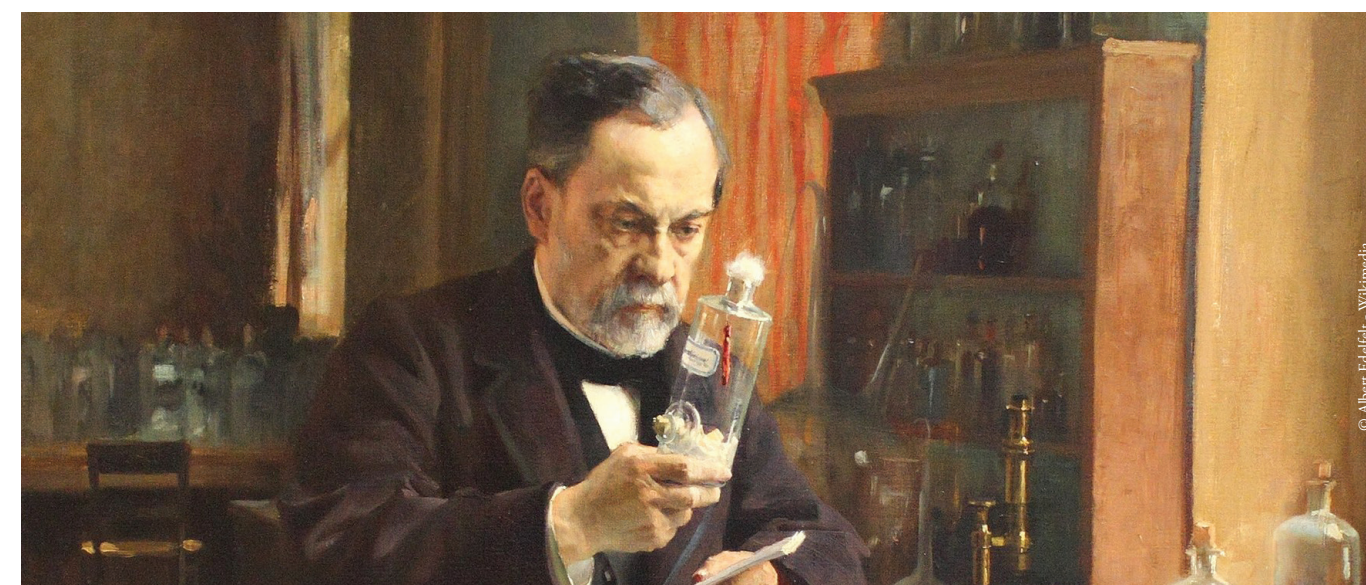
Au XX^e siècle en France, les opposants à la vaccination s'en prennent principalement au caractère obligatoire, défendant ainsi la liberté individuelle et le droit de la personne avec pour slogan « Nous ne sommes pas systématiquement contre la vaccination, mais contre les vaccinations systématiques ».

La Ligue nationale contre l'obligation des vaccinations est née en 1954 de la fusion de trois groupements : la ligue « Santé et Liberté », fondée en 1948 par le Pr Tissot au Muséum d'Histoire naturelle ; l'association des parents victimes des vaccinations ; des personnes issues de la mouvance la « Vie Claire », animée par Mr Geffroy qui créera la chaîne de magasins. Sous la IV^e République (1946-1958) la Ligue, composée de nombreux médecins et de notables de la petite bourgeoisie, aura une certaine activité lobbyiste pour tenter d'infléchir les autorités sur l'obligation vaccinale, mais dès 1960, son activité se réduit.

Alors qu'au XIX^e la majeure partie des hygiénistes se posaient en ardent défenseur de la médecine pasteurienne, au XX^e siècle, les années 50-60 voient surgir de nouvelles idées. La pensée vitaliste, opposée au pasteurisme, développée par d'Antoine Bechamp (1816-1908) auteur de la théorie des « microzymas », défend l'idée qu'une bactérie inoffensive peut se transformer en agent pathogène ; le terrain est lui-même modifié par l'alimentation et les facteurs environnementaux. Le vitalisme se pose comme une philosophie au sein de laquelle chaque être vivant est doté « d'un principe vital » qui peut évoluer en fonction de son entourage. Initialement mise à mal par les progrès de la science au début du siècle, ce genre de théories médicales infondées à la base de la « naturopathie » retrouve un certain écho avec le développement des idées écologistes. Parallèlement, les « Trente Glorieuses » sont aussi marquées par la progression de l'homéopathie, basée sur les théories d'un médecin allemand Hahnemann (1755-1843), qui repose sur trois principes : similitude, individualisation et infinitésimal. Sans aucune étude médicale qui en prouve l'efficacité. Vaste débat toujours d'actualité. Mais depuis 2019 la situation semble évoluer puisque le gouvernement français a finalement décidé du remboursement de l'homéopathie par la Sécurité sociale, ce que nous considérons comme une avancée positive.

Au sein de la Ligue, la résistance est principalement axée sur des points philosophiques avec en toile de fond une lutte contre la puissance étatique. Dans un cadre purement laïque.

Leur principale revendication est la demande de liberté du choix face à la vaccination ; les membres de la Ligue se veulent une minorité en



lutte contre une majorité pour le bien de cette dernière. Pour eux, il demeure que vacciner un individu, c'est administrer dans un corps sain une substance étrangère porteuse de maladie.

Au début des années 1970, la Ligue va connaître son apogée et le renforcement de nouveaux membres venus principalement de la mouvance écologiste et anticonsumériste post 1968 : premiers écologistes ; le journal Charlie Hebdo ; paysans soutenant l'élevage et la culture bio donc sans vaccins pour les troupeaux et homéopathes de plus en plus nombreux.

Par la suite, la Ligue disparaît plus ou moins dans les années 80, avant de donner naissance en 1992, à un groupe dissident nettement plus agressif, l'ALIS (Association Liberté Information Santé).

Le XIX^e siècle fut celui de tous les espoirs, de tous les rêves. Le développement de l'industrie et les découvertes quotidiennes de la science laissaient entrevoir l'espoir d'un monde meilleur au sein duquel l'homme serait le grand bénéficiaire. Les progrès médicaux ont permis à

l'humanité de croire et de faire reculer la mortalité infantile. Ainsi, se développaient la chimie, les transports, l'urbanisme. Bien que le siècle fût marqué, comme toute l'histoire de l'humanité par des guerres et des accidents technologiques, l'Homme semblait garder une sorte de foi irréprouvable et une croyance certaine en l'avenir.

Notons de façon non anecdotique que cette époque marque le début de la littérature de science-fiction populaire, dans laquelle l'homme se voit aller sur la lune, explorer le fond des océans, vaincre le temps, et ainsi comprendre le monde au sein duquel il évolue grâce au développement scientifique. Nous en trouvons l'exemple avec Jules Verne ou H.G Wells.

Le début du XX^e siècle sera du même acabit, voyant l'aéronautique et l'exploration des régions les plus reculées du globe et la Première Guerre mondiale de 1914 à 1918 sera finalement considérée ou du moins espérée dans un premier temps comme « la der des ders », avec la création de la SDN (Société des Nations) qui devait instaurer l'espoir d'un avenir plus serein entre

tous les pays. Mais la Seconde Guerre mondiale restera l'événement le plus marquant du siècle car pour la première fois la folie des hommes sera filmée et archivée, revenant constamment dans notre mémoire collective. Le 6 août 1945 sera utilisée pour la première fois sur la ville de Hiroshima la bombe atomique dont les retombées aussi bien immédiates que par la suite seront terribles. Il peut sembler étonnant d'évoquer ce point historique dans un article sur les objets du refus des vaccinations, mais nous abordons un point sensible du ressenti des populations face à la science. L'homme est un être qui ne vit pas seul mais évolue au sein d'une société. La vaccination est un acte compliqué que l'on peut définir selon le philosophe Edgar Morin, « comme une intervention complexe dans le domaine de la santé ». L'acte médical initial qu'elle présuppose se dédouble en des plans complexes, qui à chaque instant peuvent interférer sur son but final, à savoir qu'il s'agit avant tout d'un acte préventif.

La crainte de la vaccination peut aller de la simple peur de l'aiguille, à celle de la douleur, mais aussi celle des effets secondaires

médicamenteux à plus ou moins brève échéance, ou parfois plus simplement venir de réticences face au progrès scientifique, ou encore englober des craintes irrationnelles développées par la paranoïa et les théories du complot.

La peur des progrès scientifiques s'est indubitablement décuplée après la Seconde Guerre mondiale, où les expérimentations des nazis et l'utilisation de la bombe atomique par les Alliés ont engendré le doute dans l'esprit des populations, à savoir : où va la science ?

On observe depuis plusieurs années une défiance croissante de la population française vis-à-vis des élites, des pouvoirs publics, du monde politique dans sa globalité et de toutes autorités qui en découlent. Mais paradoxalement le citoyen se tourne de plus en plus vers l'État, lui demandant de tout gérer, de tout prévoir, faisant de « l'État-providence » le grand régisseur de nos vies quotidiennes. Les crises politiques, économiques, sanitaires, le terrorisme, les accidents technologiques (avion qui s'écrase, train qui déraille) relayés en permanence par les médias ont accru les peurs du public. Dans une certaine mesure, ces peurs constantes créent un environnement favorable à la critique du modernisme et de la technologie ; critiques récurrentes à l'encontre du monde scientifique et par extension, à l'égard de la vaccination. La peur a mis en avant la notion de risque de façon exponentielle, faisant reculer notre rapport à la modernité. Depuis son origine la vaccination a permis d'épargner des millions de vies, mais aujourd'hui tout cela est remis en cause par notre perte de confiance en l'avenir et notre sur-exigence de perfection médicale. Ce type de dérégulation a été récemment analysé en profondeur par le sociologue Gerald Bronner qu'il qualifie de « démagogie cognitive »,

que l'on peut figurer par l'idée de « savonner la pente la moins favorable de l'esprit humain ». Par essence, l'être humain évite un danger pour sa survie ; le cerveau semble donc conditionné à se porter de façon systémique vers les niveaux de risques les moins élevés ; attitude sur-renforcée au sein de nos sociétés occidentales où la mort est devenue un tabou devant être vaincue au nom du progrès scientifique. On veut tendre systématiquement, ce qui n'est pas un mal dans l'absolu, vers une éradication du danger de quelque forme qu'il soit. Or, atteindre le risque zéro n'étant pas possible, certains en arrivent à considérer la vaccination comme inacceptable car faisant courir un risque potentiel. Dans certains cas, la couverture vaccinale de la population baisse et finalement on se retrouve en contradiction avec le postulat de départ à savoir vacciner préventivement pour diminuer le risque de maladie infectieuse ! Le sociologue anglais Anthony Giddens a défini la culture du risque « comme un apport culturel fondamental de la modernité, par lequel la conscience des risques encourus devient un moyen de

coloniser le futur ». Nous pourrions paraphraser Foucault pour estimer que nous sommes passés dans « la société du risque permanent ».

Par une sorte de miracle de la convergence intellectuelle, l'argumentaire de l'anti-vaccination s'est enrichi de celui des « antisystèmes », mot-valise en vogue permettant tous les raccourcis possibles. Il suffit, pour s'en convaincre, de se connecter à Internet et d'observer à fois les arguments développés à l'encontre de la vaccination et les types de sites qui les relaient.

Le vaccin constitue dorénavant un paradigme à lui tout seul, champs de toutes les critiques possibles et des théories les plus exacerbées. Les anti-vaccins multiplient les argumentaires contradictoires, sans les hiérarchiser d'ailleurs, pour refuser la vaccination et mettre en doute ses bienfaits. Nous observons ainsi la multiplication de thèses frôlant parfois avec la radicalité politique, sous couvert de vouloir offrir une alternative. La défense de la liberté individuelle, utilisée dans le cadre du refus des vaccinations obligatoires, est un beau thème qui sert actuellement le plus souvent

de paragon à de nombreux groupuscules dont les buts politiques sont nettement moins avouables, mais qui trouvent là une caisse de résonance importante et un moyen facile d'avancer cachés sur les réseaux sociaux.

La question est de savoir quel peut être le rôle exact d'Internet et des réseaux sociaux dans le développement de l'hésitation vaccinale au travers de la banalisation d'une épistémologie basée sur l'irrationnel. L'époque où le médecin de famille était la référence unique en matière de conseil sur les vaccinations est en grande partie révolue. La perte de confiance dans les autorités se dédouble indirectement dans le fait que le public cherche de plus en plus d'informations, avec l'idée louable de devenir acteur et décideur de ses choix, y compris et surtout dans le domaine de la santé. Il n'est plus une sorte de « réceptacle » des politiques sanitaires gouvernementales, qu'il estime imposées et donc illégitimes au nom de la liberté individuelle. De toute évidence dans notre époque d'immédiatisme informatique, la communication scientifique est devenue un réel problème, auquel se rajoute l'idée constante du principe de précaution. En observant l'étude de l'Institut Ipsos de 2013 pour les journaux Le Monde et La Recherche, sur le thème science et société, nous pouvons observer de façon indéniable que les scientifiques ont de plus en plus de mal à convaincre du bien-fondé de leurs travaux.

Avec Internet, des attitudes, croyances et expériences, initialement individuelles et locales peuvent devenir très rapidement globales. Dans une étude américano-canadienne, 70 % des personnes interrogées affirment que les informations trouvées sur Internet influent sur leur choix médicaux et 50 % estiment que l'information fournie par Internet

est exacte. Ce phénomène se trouve d'autant plus amplifié par les systèmes algorithmiques des moteurs de recherche, comme le système Page Rank de Google, qui tend à nous donner dans ses pages de résultats des liens le plus souvent en rapport avec nos recherches. Ainsi, plus les termes et mots utilisés lors d'une recherche sur Google sont imprécis et plus nous avons de chance d'être dirigé sur un site plutôt défavorable à la vaccination. En 2010, 71 % des sites indexés sur Google avec le mot « vaccination » donnent des sites défavorables à la vaccination. Ce pourcentage tombe à zéro, si l'utilisateur tape le mot « immunisation ». Les théories les plus extravagantes sont utilisées sur Internet pour donner raison aux détracteurs de la politique vaccinale.

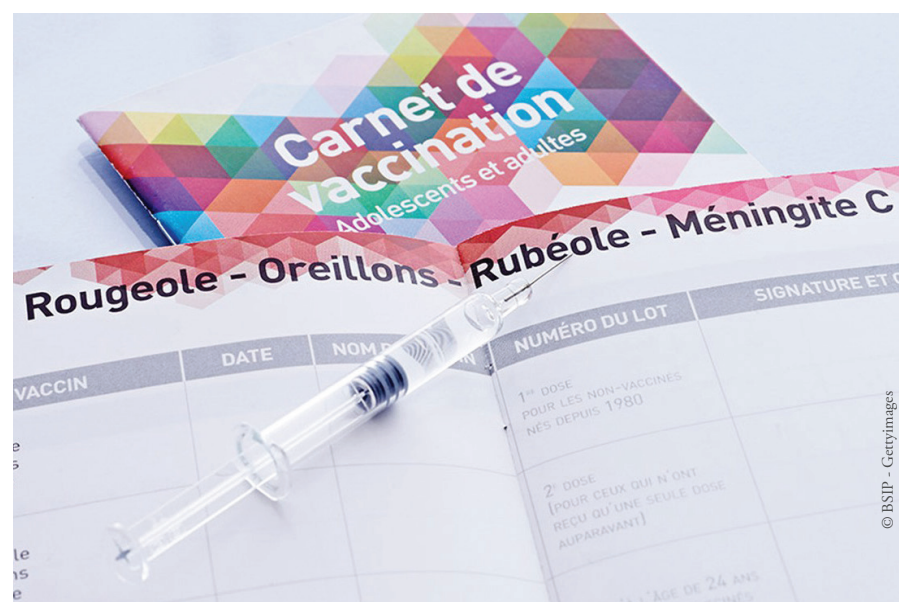
Ainsi, celle de la contestation du vaccin contre la rougeole, qui est accusée, à tort, de provoquer l'autisme chez l'enfant (affaire Wakefield). La rougeole est une maladie éruptive aiguë du jeune enfant, elle est liée à un paramyxovirus. Il s'agit d'une pathologie très contagieuse, dont le virus se propage facilement par la toux ou les éternuements, qui se caractérise par de la fièvre, une éruption cutanée typique, et un état général asthénique. Elle n'est pas une maladie purement bénigne ou infantile. En effet, une part importante des malades, environ 10 %, développent des complications qui nécessitent une hospitalisation. En 2011, la rougeole est responsable de la mort de 185 000 personnes des suites de complication, principalement en Afrique, Asie et sur le continent européen. L'épisode de la grippe H1N1 en 2009 est un autre fait marquant dans l'apparition de

l'hésitation vaccinale en lien avec les problèmes de modernité et avec une conception irrationnelle d'une maladie. Alors que nous assistions à ce qui pourrait être qualifiée de « première pandémie télévisuelle », se répandaient parallèlement sur les réseaux sociaux les théories les plus folles concernant les origines de cette maladie ou encore sur celles du vaccin. Dans un premier temps, les institutions sanitaires ont pensé à tort que ces théories irrationnelles ne pouvaient faire le poids face à la parole des experts et que la confiance du public à l'égard des décisions de vaccinations ne serait en aucune façon affectée.

Devenir acteur de l'information rend le citoyen de base nettement plus impliqué, faisant de lui une sorte d'internaute militant, un citoyen engagé.

Malheureusement, la réalité a démontré l'inverse. Les errances de l'OMS, ainsi que celles des autorités sanitaires françaises, face à l'attente du déclenchement de la pandémie au cours de l'été 2009, ont laissé s'installer le doute quant à la véracité de tous leurs propos donnant lieu à moult spéculations.

De même, le fait que les États se soient rapprochés des diverses firmes pharmaceutiques, la souche initiale étant fournie par l'OMS, dans le but d'obtenir rapidement de grandes quantités de vaccins (94 millions de doses pour la France) n'a eu de cesse de renforcer les accusations de collusions entre l'industrie et les politiques. Parmi les différentes rumeurs ayant circulé à ce sujet, nous pouvons citer : le virus a été fabriqué par l'armée dans le but de détruire une partie de la population mondiale ; la vaccination a pour but d'implanter sous la peau des sujets concernés des micro-puces électroniques qui permettront aux États de contrôler les esprits ; le virus est fabriqué par des laboratoires afin de vendre des vaccins et d'accumuler des capitaux ; le vaccin est dangereux,



il est en fait fabriqué pour organiser un génocide ou encore sous couvert de vaccination les États préparent des lois martiales pour mettre en place des dictatures.

Il faut ajouter à cela les thématiques habituelles des défenseurs de la théorie du complot, comme l'action de la CIA, des sociétés secrètes juives ou des extraterrestres. Ce complotisme a été repris par Mouammar Kadhafi. Le 23 septembre 2009, le dirigeant libyen fit un discours devant l'ONU dans lequel il doute de l'origine naturelle du virus H1N1. Selon lui, il s'agirait d'une arme de destruction massive échappée d'un laboratoire militaire. Lorsqu'un chef d'État, aussi connu, prononce de telles affirmations à la tribune des Nations-Unies, celles-ci sont forcément relayées dans le monde, surtout aujourd'hui.

Ces déclarations ont eu peu d'effet sur les refus de vaccination en France, mais elles ont incontestablement renforcé la croyance de la fabrication militaire du virus dans diverses parties du monde arabe et en Afrique. En effet, l'Afrique est aussi un lieu de contestation vaccinale,

mais là, les théories qui s'opposent à la vaccination, touchent à un domaine particulier : celui de la reproduction humaine, sujet très sensible. Nous trouvons très souvent sur le continent africain l'idée que la politique vaccinale, en général, est utilisée pour lutter contre la surpopulation par la stérilisation cachée des populations. Il s'agirait d'une sorte de complot ourdi par les grandes puissances occidentales pour empêcher le développement africain. Le complotisme africain est mâtiné de post-colonialisme et d'anti-occidentalisme. En outre, l'irrationalisme local est empreint de magie.

Les discussions observées sur les forums de santé (ou les groupes Facebook) sont le plus souvent des sortes d'agrégats très éloignés de tout fait scientifique ou médical, le participant devenant à la fois producteur mais aussi consommateur de l'information qu'il apporte comme témoignage supplémentaire, se plaçant le plus souvent du côté du malade, le but ultime n'étant pas la participation

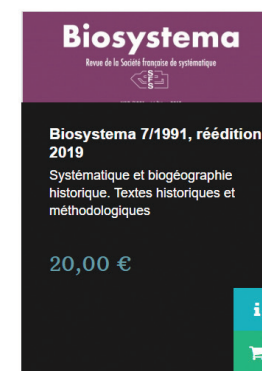
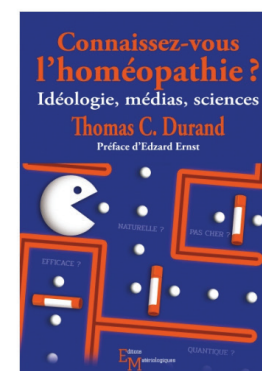
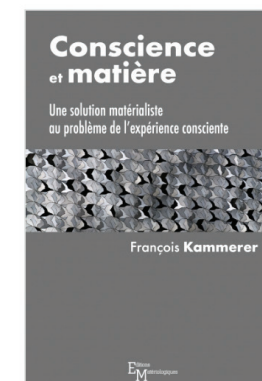
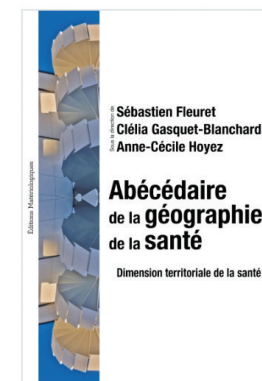
à un débat ou l'analyse d'une information mais la confirmation d'une opinion, à savoir, dans le cas qui nous préoccupe, que la vaccination est un acte dangereux de par les effets secondaires qu'elle peut entraîner. Devenir acteur de l'information rend le citoyen de base nettement plus impliqué, faisant de lui une sorte d'internaute militant, un citoyen engagé. Ce principe se retrouve de façon récurrente sur Facebook par l'intermédiaire des pages partagées, qui constituent un relais de l'information, les formats de type « récit » ou « témoignage » étant particulièrement bien adapté aux médias sociaux. De plus, nous observons ce que l'on pourrait qualifier de construction d'identité narrative : l'adhésion à une idée se fait par mimétisme de la description ; une sorte de jugement par l'image, ce qui socialement entraîne le plus souvent l'adhésion à un groupe.

BIBLIOGRAPHIE

- Anna Kata, « A postmodern Pandora's box : Anti-vaccination misinformation on the internet », *Vaccine*, 28, 2010, pp. 1709-1716.
- Patrick Peretti-Watel, Jean-Paul Moatti, *Le Principe de prévention. Le culte de la santé et ses dérivés*, Paris, Seuil, col. « La République des idées », 2009.
- Gérald Bronner, *La Démocratie des crédules*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013
- Stéphane François, « *Les conspirationnistes et les contre-cultures : style « paranoïde » et mode social de pensée* ». Les cahiers psychologie politique [En ligne], numéro 20, Janvier 2012. URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=2015>.
- Jeremy Ward, Jocelyn Raude ; « *Understanding influenza vaccination behaviors : a comprehensive sociocultural framework* » ; *Expert Rev Vaccines*. 2014 Jan; 13(1) : 17-29. doi:10.1586/14760584.2014.863156
- Stéphane François ; « *L'écologie politique, une vision du monde réactionnaire ?* » ; Éditions du Cerf, 2012.
- *Un XXI^e siècle irrationnel ? Analyses pluridisciplinaires des pensées « alternatives »*, Paris, CNRS éditions

UNE MAISON D'ÉDITION MATÉRIALISTE

*Marc Silberstein*¹ • **L'UFAL nous a proposé de nous présenter. C'est avec grand plaisir que nous allons donc vous dire qui nous sommes, quel est notre projet intellectuel et culturel. En quoi nous sommes heureux, dans un contexte difficile (politique et idéologique), de joindre notre voix à celle de l'UFAL.**



Les Éditions Matériologiques (EM) sont une petite maison d'édition associative créée en 2010, actuellement composée de neuf membres bénévoles et d'un salarié. D'emblée, nous avons souhaité lui donner une ligne éditoriale précise et identifiable. Un contenu, une démarche, une orientation, assumés : le matérialisme en sciences et en philosophie. Les traits les plus saillants du matérialisme et les plus opposés aux autres doctrines

portant sur le monde sont : 1° au plan métaphysique : le postulat que le réel n'est constitué que d'objets matériels ou concrets « Le matérialisme émergentiste, même s'il soutient que tous les existants sont matériels ou concrets, suppose que ceux-ci n'appartiennent pas à un seul niveau, mais sont regroupés en plusieurs niveaux d'organisation : physique, chimique, social, technologique et sémiotique. Les membres de chaque niveau au-dessus du niveau

physique sont des systèmes dotés de propriétés particulières qui émergent de l'interaction des composantes de ces systèmes ou de l'interaction entre ces composantes et leur environnement » (Mario Bunge, *Dictionnaire philosophique*, à paraître aux EM en 2020) ; 2° au plan épistémologique : par conséquent, affirmation de l'inutilité explicative des entités divines (surnaturelles) ; 3° au plan éthique : refus d'une soumission aux préceptes issus des conceptions théologiques (en vertu du fait qu'on ne peut accepter de se soumettre à une loi dictée par une entité inexistante). Un choix tout à l'inverse de ces lieux d'édition où tout se vaut, où l'air du temps et les modes sont les boussoles erratiques et souvent frauduleuses, voire crapuleuses, des prêt-à-penser qui prospèrent, notamment sur les chaînes d'information en continu mais aussi dans une partie notable de la presse écrite.

Fondés principalement par des scientifiques, des enseignants du secondaire et des philosophes, et un éditeur de métier, nous avons voulu faire ce qui commençait alors à décliner dans le milieu éditorial français : *parler de sciences et de philosophie des sciences* sans soumission à l'« air du temps », sans nuire à la rigueur de l'opiniâtre travail scientifique en le restituant de manière spectaculaire et donc tronquée, sans omettre les doutes et les cheminements parfois tortueux du labeur de la pensée... En un mot, s'opposer aux fresques

¹ Fondateur des Éditions Matériologiques

grandioses d'une science triomphale et idéalisée tout en combattant les récits d'un courant antiscience toujours vigoureux.

Pas question donc de limiter les auteurs dans leurs efforts démonstratifs ou descriptifs, dans la richesse du détail ou l'extension d'une théorie nécessairement impossible à résumer en quelques lignes, au risque d'une sortie de route, d'une forfaiture conceptuelle et surtout d'un mépris pour les lecteurs non spécialistes (à qui les « décideurs » pensent qu'il faut leur dispenser des *digests*, le mot est éloquent : on sait quel est le résultat de la digestion...). Pour prendre un exemple actuel, télévisions, radios, journaux offrent depuis des mois et de manière intensive des tribunes à un rustre, médecin de formation, se prétendant spécialiste en tout, intelligence artificielle et transhumanisme en premier lieu ; il conchie les avertissements salutaires des spécialistes en écologie, s'égosille en proférant d'abjects oukases eugénistes, se pavane lors d'un récent meeting d'extrême droite, etc. Pourtant, rien n'y fait : à chacun de ses livres, le tapis rouge de ces médias incultes ou complices lui est déroulé et le faux scientifique n'est jamais remis en cause par ceux-là même qui ont pour mission d'informer... Alors oui, les EM proposent souvent des livres épais, denses, demandant une lecture attentive, à rebours des tendances de l'époque (l'un de nos premiers livres fut une édition revue et augmentée de la somme *Les Mondes darwiniens. L'évolution de l'évolution*, en 2011, plus de 50 auteurs et plus de 1 300 pages). Pire : pas de concession non plus en ce qui concerne nos choix éthiques : un ancrage résolument à gauche, une laïcité (allardienne, pour ma part) et un athéisme revendiqués (N.B. : le livre de Jérôme Segal, *Athée & Juif. Fécondité d'un paradoxe apparent*, 2016, a été

totallement passé sous silence par la presse, prompt, au contraire, à converser à l'envi avec les séides de la prétendue « Manif pour tous » – ce qui me fait dire, entre autres, qu'en France il y a moins un problème d'islamophobie – avec les réserves qui s'imposent pour ce terme équivoque – que de « athophilie »...). Bref, un mélange détonnant... mais étouffé par le silence médiatique (voir ci-dessus, ceci explique cela). En près de dix ans, le nombre de notes de lecture que la presse généraliste nous a accordées se compte sur les doigts d'une main. Un seul article, négatif (livre trop compliqué, *dixit* le rédacteur du compte rendu), dans un de ces quotidiens qui pourtant font encore la renommée d'auteurs pas toujours, tant s'en faut, redevables de tels égards et privilèges. Étonnant ? Non. Scandaleux, oui (qu'il me soit permis encore de signaler le livre contre l'homéopathie publié en juillet, dans lequel l'auteur, Thomas Durand, examine avec acuité les accointances des médias avec les milieux homéopathes, à tout le moins leur incompétence quand il s'agit de contrecarrer les arguments mensongers du lobby des granules). Par nos métiers, nos actions pédagogiques ou militantes (et le fait de publier des livres porteurs de savoirs fiables y contribue), nous sommes engagés – certes à des degrés divers – dans la propagation des idées et des penseurs qui nous sont chers, dans des actions d'éducation populaire aussi bien que dans l'accompagnement et

la diffusion de « savoirs savants ». Mentionnons quatre d'entre nous. Le biologiste Guillaume Lecointre, figure éminente du combat pour la laïcité en France, connu aussi par ses nombreuses conférences sur les sciences de l'évolution, dont il est un spécialiste de premier plan. Il y a quelques années, Olivier Brosseau, président de l'association « Éditions Matériologiques », a écrit avec Cyrille Baudouin un livre de référence sur le créationnisme (*Enquête sur les créationnismes. Réseaux, stratégies et objectifs politiques*, Belin, 2013), dans lequel, alors que ce n'était pas très bien vu, encore moins perçu par les « penseurs » en place dans les médias, il mettait en garde contre l'offensive créationniste qui poignait, hors de son berceau historique, les États-Unis, pour s'étendre dans une Europe qui commençait à se tourner vers les idées les plus réactionnaires, quant aux mœurs, à l'éducation, à la démocratie. Enfin, François Pépin

et Pascal Charbonnat, professeurs de philosophie au lycée, en tant que spécialistes des Lumières et du matérialisme français du XVIII^e siècle, ancrent notre maison d'édition dans cet héritage pleinement endossé : celui des d'Holbach, Diderot, La Mettrie, Meslier, etc., tant sur le plan des valeurs que des buts et des moyens du savoir. C'est dans le creuset de l'encyclopédisme de Diderot et d'Alembert que le nom « Matériologiques » a été forgé. (Une collection d'histoire du matérialisme est d'ailleurs là pour le rappeler.) Penser ce que les matérialistes du XVIII^e siècle pensaient pouvait leur rendre la vie pénible, voire dangereuse, face aux pouvoirs royaux et ecclésiastiques.

De nos jours, il est simple et sans risque, sinon celui de l'anonymat, de penser de la sorte, pourtant combien sont nombreux les nouveaux marquis salonnards télévisuels à tourner le dos à cet incomparable corpus intellectuel et moral... Et si les obscurantistes et les dévots restent une force vive, y compris en France, il existe une autre forme d'irrationalisme à laquelle nous devons faire face. Il y en a de toutes sortes, avec des pensées aux contours souvent flous, plus difficiles à identifier, depuis des propos d'une candeur et d'une sottise sans bornes jusqu'aux imitations exacerbées et trompeuses de la science – comme avec les tenants de l'Intelligent Design, les Bogdanov, Laurent Alexandre, Trinh Xuan Tuan, etc. Les premiers font preuve d'un scepticisme compulsif à l'encontre de la science authentique et de ses valeurs (objectivité, partage des connaissances, vérification et croisement des sources et des

moyens de connaître, etc.) et d'une tolérance absolue à l'endroit des charlatans, des prophètes de tous ordres, des marchands de rêves et des vendeurs d'illusions (les seconds font partie de ces derniers). La question du scepticisme est capitale à notre époque. Là où le doute méthodique se révèle salvateur et recteur dans les sciences aussi bien que dans les règles, normes et usages qui concernent nos vies quotidiennes, le soupçon paroxystique et systématique est une plaie qui affecte tous les secteurs de la société.

Pour terminer, ces savoirs que les EM entendent montrer sans artifices et sans le filtre du marketing, voici comment on peut les décrire : la science, « non dans ses innombrables résultats épars, mais en tant que système de pensée, serait le moyen de nous libérer des résidus t h é o l o g i q u e s qui encombrant encore non pas tant la science de laboratoire – cela

va de soi –, mais les représentations qui peuvent encore être promues par des médiateurs dépourvus de scrupules, des affairistes de la science spectacle, des idiots utiles, d'antédiluviens obscurantistes qui ont pourtant antenne ouverte dans de trop nombreux médias de masse. [...] On pourrait encore caractériser la science comme la mesure et la méthode d'un pyrrhonisme rationnel et tempéré, à l'aune duquel il est fiable d'évaluer un nombre considérable de situations dont la portée excède le seul périmètre des sciences. C'est sans doute l'une des propriétés de la science les plus délicates à formaliser, donc à transmettre et enseigner, mais son intérêt étant crucial, cet art du doute méthodique doit sans aucun

doute être défendu, dans les classes, dans la presse qui pense encore, afin de lutter contre l'hyper-scepticisme ambiant (néocréationnisme antidarwinien, climato-négationnisme, vaccino-phobie, etc.). Enfin, la science est aussi et ainsi l'antidote au sens commun, une propension perpétuelle à chercher au-delà du connu immédiat, à ne jamais se satisfaire du seul examen de la surface du monde, à faire reculer les limites de l'entendement, se reconnaissant ainsi dans le constat de La Mettrie (*L'Homme-machine*, 1747) : *Nous sommes de vraies taupes dans le chemin de la Nature ; nous n'y faisons guère que le trajet de cet animal ; et c'est notre orgueil qui donne les bornes à ce qui n'en a point* » (extrait de mon introduction de *Qu'est-ce que la science pour vous ?* tome 1, 2017). En 2020, nous célébrerons nos dix ans. Un colloque sera organisé, à propos des principales questions scientifiques et philosophiques qui ont déterminé notre projet éditorial. Cher(es) ami(e)s de l'UFAL, vous y êtes chaleureusement convié(e)s.

Retrouvez les Éditions
Matériologiques sur internet :
materiologicalues.com

Éditions Matériologiques
Publications en sciences, histoire et philosophie des sciences



ENTRETIEN AVEC MICHEL HENRY, ADMINISTRATEUR DE L'UNION RATIONALISTE

L'Union Rationaliste est une association fondée en 1930 qui a pour but de promouvoir le rôle de la raison dans le débat intellectuel comme dans le débat public, face à toutes les dérives irrationnelles.



Michel Henry, administrateur de l'Union rationaliste, ancien professeur de mathématiques et membre de l'IREM de Franche Comté

L'Union rationaliste constate sur son site que de larges couches de la population suspectent nombre de technologies nouvelles, et à travers elles la science, d'être responsables de désordres sociaux et environnementaux. Les espoirs mis dans le progrès scientifique s'effacent devant la crainte du risque et même simplement de l'inconnu. Il y a une contradiction extrême entre le rôle plus grand que jamais que la science joue aujourd'hui et sa place fort réduite dans la culture générale, y compris celle des élites intellectuelles et politiques. Comment expliquez-vous cette situation ? N'en craignez-vous pas la progression ?

rationaliste promeut la démarche scientifique dans les traitements d'informations, d'éléments de débats, de données intervenant dans les prises de décisions. Nous distinguons essentiellement les faits reposant sur une base commune de connaissances validées des opinions qui sont de l'ordre des appréciations personnelles. Sur ce point, je recommande la lecture du petit livre *Le fait en question*, édité par la Fondation Jean-Jaurès. La facilité avec laquelle une opinion peut être largement et instantanément diffusée sur toute la planète, fait que les fausses nouvelles sont largement dominantes et que le partage des connaissances dont l'appréhension demande du travail est réduit à la portion congrue.

On trouve dans l'actualité récente de

Cette contradiction n'est pas nouvelle, mais paradoxalement, elle s'est exacerbée depuis que les moyens de communication ont pu exploiter des technologies nouvelles, très rapidement développées à grande échelle. On pense évidemment à l'Internet, mais l'imprimerie et la diffusion massive des magazines fait aussi partie de ce phénomène de société que nous vivons en ce début de 21^e siècle. L'Union

nombreux exemples de controverses alimentées par des points de vue irrationnels et antiscientifiques. Nos amis de l'Association Française pour l'Information Scientifique se sont spécialisés dans leurs analyses et publient une revue, « Science et Pseudoscience » de référence. Mais la question de la formation scientifique de la population en général et des « élites intellectuelles et politiques » est d'une actualité brûlante. Nous sommes obligés de constater que l'école publique est en difficulté pour assumer cette tâche pourtant fondamentale, car tributaire de décisions incohérentes au plus haut niveau. J'évoquerai seulement la disparition de l'enseignement des mathématiques comme discipline à part entière dans les classes de première dans la réforme des lycées dite « de la confiance ». Tant que le recrutement des personnels associés aux centres de décisions politiques se fera quasi exclusivement sur des connaissances de base en administration et en économie, nous ne verrons pas le bout de ce tunnel.

Il existe un courant postmoderne comme celui représenté par le sociologue Michel Maffesoli qui tente à la fois de faire rimer science et irrationnel comme l'astrologie tout en critiquant le progrès. Comment analysez-vous ce courant et son impact sur la société ?

Le post-modernisme est un

courant philosophique avant tout, très large et disparate. Pour une étude précise et solide, on peut consulter le livre de Alain Cambier, Philosophie de la post-vérité, éd. Hermann. Le post-modernisme est la cible principale des mouvements conservateurs étatsunien depuis les science wars des années 1990 (le mot a d'ailleurs été créé par un conservateur américain pour désigner cette philosophie). En France, un argumentaire anti-post modernisme nous arrive de la droite et de l'extrême droite. Nous concernant, Maffesoli n'est certainement pas le représentant attitré d'un quelconque post-modernisme, sauf peut être le sien. On ne peut pas non plus admettre que le post-modernisme se réduise à "faire rimer science et irrationnel comme l'astrologie tout en critiquant le progrès". C'est pourtant un leitmotiv des productions intellectuelles qu'on qualifie de post-moderne/post-structuralistes. Maffesoli est massivement critiqué et chahuté dans la communauté des sociologues. Pour nous, il ne représente plus une référence scientifique. Donc nous ne pensons pas que répondre à cette question en les termes et avec les limites qu'elle pose soit pertinent. Nous avons là un effet miroir. Toute posture, toute avancée suscite son contraire. Par opposition systématique, par nostalgie ou par le désir de s'extraire du lot et d'être original (effet Maffesoli). Doutent ceux qui invoquent la science au secours dès qu'un problème surgit tout en la désavouant. L'impact est réel, surtout outre-Atlantique où les partisans de la terre plate font encore des adeptes. On peut se demander si l'invocation inconsidérée de ce concept flou de post-modernisme ne vient pas opportunément masquer cette

tendance actuelle au développement du relativisme. Si toutes les opinions se valent, il faut bien accepter que coexistent une affirmation et son contraire : que les positions des astres proches aient une influence sur les comportements des individus comme l'astrologie en fait commerce, alors que la mécanique aussi bien newtonienne qu'einsteinienne prouve le contraire, pour reprendre l'exemple de la question. C'est dans ce contexte que l'importance de la vaccination pour la santé publique est remise en question, que le déremboursement des substances homéopathiques est contesté, que l'exploitation de l'énergie nucléaire est combattue, que la nature anthropique du réchauffement climatique est réfutée.

Pensez-vous que la laïcité soit consubstantielle au rationalisme ? Qu'est-ce que la raison laïque ?

Non, la laïcité est à la fois un principe constitutionnel en France et une valeur phare de la République, elle n'impose pas une pensée rationnelle, ce qui serait contraire à sa raison d'être de liberté de penser. Par contre, cette pensée rationnelle ne peut se développer que dans un cadre de liberté de penser, donc de laïcité. On peut se rappeler Giordano Bruno qui en 1600 fut brûlé pour avoir soutenu la pluralité des mondes et l'infinitude de l'espace. On peut être croyant et rationaliste, mais la croyance quelle qu'elle soit doit rester du domaine privé. Toute connaissance de type scientifique peut être partagée, discutée, falsifiée, ou contredite dans le domaine public. En effet, la science n'explique pas tout et ses vérités sont relatives aux modèles

sur lesquels elles sont construites. Ces modèles issus d'abstractions de l'expérience réelle dépendent des connaissances de leurs époques, des outils d'investigations accessibles et du degré de précision attendu. Ils sont donc évolutifs.

Nous n'utilisons pas le concept de raison laïque. La laïcité n'a pas toujours été raisonnable, du moins son instrumentalisation. Autant la loi issue des travaux de la commission Stasi que nous avons soutenue, interdisant le port ostentatoire des signes religieux et prosélytes dans les écoles, collèges et lycées publics, a pu ramener la paix scolaire sur ce terrain, autant

La laïcité (...) n'impose pas une pensée rationnelle, ce qui serait contraire à sa raison d'être de liberté de penser.

le refus du port d'un foulard lors d'accompagnements de sorties scolaires reste à discuter. L'invocation d'une raison laïque dans le but de l'interdire serait contre-

productif, détournant ce principe de concorde républicaine de son sens premier. Nous rejoignons ainsi Christiane Taubira quand elle déclare (dans l'émission C Politique du 10 novembre) : « la laïcité dit très clairement que nous faisons société quelles que soient nos appartenances, quelles que soient nos apparences, quelles que soient nos croyances, nous faisons société, quelles que soient nos affinités etc. nous faisons société et nous sommes unis par notre citoyenneté ».

L'Union rationaliste promeut l'intégration de la culture scientifique dans la culture générale de tous. Les résistances communautaires et dogmatiques ne sont-elles pas un frein ?

Cette question appelle des explications. Nous avons publié

en 2015 un livre dont le titre est « Science et culture, repères pour une culture scientifique commune » (éditions Apogée). Il ne s'agit pas de coller un zest de culture scientifique dans une culture générale dont les contours sont difficiles à cerner. Il s'agit de développer une culture générale scientifique, c'est-à-dire qui, dans chacune de ses approches, se développe sur la base de contenus de savoirs rationnels, aussi bien dans ses aspects littéraires, artistiques, historiques et humains que dans la connaissance du monde contemporain. Les termes de résistances communautaires et dogmatiques nous interrogent. Dans le champ politique le mot communautaire (ou communautarisme) n'est pas anodin : il est utilisé pour stigmatiser les populations d'origine immigrée, et s'est diffusé rapidement dans le champs médiatique, même à gauche, au point qu'il est même réutilisé dans les administrations. On ne peut donc utiliser ce mot de manière candide sans relever son origine et son utilisation éventuellement racistes. Quant aux « résistances dogmatiques », elle ne sont évidemment pas spontanées. Elles relèvent du combat idéologique qui traverse l'histoire de nos sociétés développées dont le siècle des Lumières a été pour nous un tournant décisif. Plutôt que d'un « frein », il s'agit d'un verrou posé par les classes sociales dominantes, opposées à toute émancipation des populations visées.

Quant aux « résistances dogmatiques », elle ne sont évidemment pas spontanées. Elles relèvent du combat idéologique qui traverse l'histoire de nos sociétés développées dont le siècle des Lumières a été pour nous un tournant décisif. Plutôt que d'un « frein », il s'agit d'un verrou posé par les classes sociales dominantes, opposées à toute émancipation des populations visées.

Avez-vous encore foi en la Raison et la science, comment envisagez vous l'avenir ?

Comment comprendre cette question, sans doute un peu provocatrice en accolant les termes



de foi et de Raison ? Pourquoi une majuscule à « Raison » ? Comme si elle était une et indivisible (on pourrait dire la même chose de la « Science »). Nous ne partageons pas cette vision essentialiste et a-historique des sciences. Il nous faut rappeler ici ce que sont

Plutôt que d'un « frein », il s'agit d'un verrou posé par les classes sociales dominantes, opposées à toute émancipation des populations visées.

les sciences et les conditions de leurs développements dans nos sociétés. La raison d'État au milieu du 18^e siècle commandait l'inoculation de la petite vérole aux enfants dont 1 sur 200 en mourait dans

les 15 jours, alors que la petite vérole emportait le septième de la population au cours d'une vie. Quelle décision prendre en raison de la science ou par humanisme ? Ce qui est déraisonnable peut être source de nouvelles idées prometteuses, comme nous le montre les diverses interprétations et vulgarisations de la mécanique quantique. L'avenir de la planète semble tout tracé : elle tournera autour du soleil pendant encore quelques milliards d'années. Mais l'avenir de nos sociétés humaines est très incertain. Il ne dépend pas essentiellement de la Raison, ni de

la foi, ni des progrès des sciences, même si ces progrès peuvent leur faire éviter quelques catastrophes prévisibles comme le chaos que provoquerait un réchauffement trop important du climat. Cet avenir dépend surtout des grandes décisions prises au niveau des politiques de gestion des pays les plus riches. Elles auraient un urgent besoin d'être plus éclairées par la raison et la science.

Retrouvez les revues publiées par l'Union rationaliste

Raison Présente
revue trimestrielle

Les Cahiers Rationalistes
revue bimestrielle

sur union-rationaliste.org

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL KRIVINE, PRÉSIDENT DE L'AFIS

Jean-Paul Krivine est président de l'Association Française d'information scientifique (AFIS), rédacteur en chef de la revue Science et pseudo-sciences (depuis 2001), ingénieur informaticien et salarié d'une grande entreprise de l'énergie.



Pourquoi la science a-t-elle besoin d'être expliquée par une association. Pouvez-vous nous présenter l'Afis (son objet, ses buts, son histoire) ?

L'Afis est une association créée en 1968, il y a plus de cinquante ans. Elle regroupe environ 1500 adhérents et diffuse une revue trimestrielle, « Science et pseudo-sciences ». L'Afis, c'est aussi une maison d'édition (Book-e-book, éditeur de la zététique), un site Internet, une chaîne YouTube et des comités locaux. Elle s'intéresse principalement aux grands sujets d'actualité concernant la science et

les technologies, notamment lorsqu'ils donnent lieu à des controverses médiatiques, comme, par exemple, le changement climatique, les biotechnologies et les OGM, la vaccination, les ondes électromagnétiques, les choix énergétiques, les médecines dites « alternatives » (avec, ces derniers mois, la question de l'homéopathie), etc. Notre position générale est d'affirmer que la science dit ce qui est mais ne dicte pas ce qui doit être. En d'autres termes, la science permet d'expliquer les phénomènes et de les comprendre, avec toutes les limitations et incertitudes qui caractérisent sa démarche, et si la décision publique doit bénéficier de cet

éclairage, elle ne peut se réduire à ces seules considérations. Toute décision implique en effet de nombreuses autres dimensions (politiques, sociales, économiques ou éthiques). La science est affaire de faits, la décision relève des valeurs. Cette séparation entre expertise scientifique et décision politique est fondamentale, à la fois pour donner toute sa place à la décision, mais aussi pour défendre l'intégrité scientifique contre tous ceux qui cherchent à instrumentaliser la science pour lui faire soutenir leurs visions politiques, économiques, religieuses ou idéologiques.

Mais comment sait-on « ce que la science dit » ?

C'est une question cruciale et complexe. L'avancement de la science elle-même n'est pas affaire de consensus : le rêve de tout chercheur est de faire la découverte qui révolutionnera sa discipline. Et l'histoire des sciences est riche en exemples de théories qui se sont imposées en remettant en cause le paradigme existant. La démarche scientifique ne reconnaît que l'autorité des faits. La communauté scientifique a ainsi progressivement mis en place un système d'évaluation par les pairs, de réplication et de validation qui, bien que largement perfectible, constitue les fondements de sa méthode. Mais dès lors qu'il s'agit de prendre une décision, la notion de « consensus scientifique » est primordiale. Le consensus, ce n'est pas la vérité ultime : c'est l'état des connaissances à un moment donné, avec ses certitudes, ses faits raisonnablement établis et ses incertitudes. Il ne se détermine pas à l'aune des témoignages ou de « la dernière étude médiatisée qui affirme que... », mais selon une pyramide de niveaux de preuve qui place les expertises collectives et les méta-analyses au sommet. C'est la raison d'être des agences sanitaires et environnementales qui examinent l'ensemble des publications scientifiques pour produire cette littérature de synthèse. Là aussi, expertises

collectives et méta-analyses ont des défauts, des failles et des limites. Cependant, c'est ce qu'on a produit de mieux, à ce jour, en termes de boussole pour éclairer la décision publique. Cela s'oppose à un relativisme qui considère l'expertise et le consensus comme un supermarché où l'on pourrait choisir à son gré ce qui conforte ses opinions, en mettant tout à égalité : expert autoproclamé, comité prétendument indépendant, étude isolée non reproduite, témoignage, au même niveau que les expertises collectives.

Le dernier numéro de votre revue « Sciences et pseudo-sciences » porte sur les médecines dites alternatives. Que pensez-vous de la mode de la médecine intégrative et des pratiques (astrologie, magnétisme, etc.) qui y sont proposées ?

La médecine moderne a été victime de son succès. Il y a encore deux siècles, elle ne savait que très peu de chose des causes des maladies et était la plupart du temps impuissante à soulager les patients. Mais, dans le même temps, en se généralisant, elle est apparue comme de plus en plus déshumanisée et donne parfois l'impression de s'intéresser plus à la l'organe malade qu'à l'individu. On ne lui pardonne pas de ne pas savoir toujours tout guérir et on lui reproche ses faiblesses dans la prise en compte des pathologies chroniques aux causes parfois complexes et diffuses. La tentation est alors grande de se tourner vers toutes sortes de marchands de promesses qui incriminent une « médecine officielle » et accusent différents lobbies pour présenter

leurs propres remèdes comme « doux et naturels ». Un discours mettant en avant la prise en compte globale de l'individu et faisant référence au « naturel » (présenté comme bon par essence, là où la « chimie » est vue comme des dangers) a tout pour séduire. Ces pratiques font souvent référence à des concepts ésotériques visant à mettre la personne au milieu de forces astrales ou de « champs énergétiques positifs ». La plupart des thérapies dites « alternatives » adoptent une attitude ambivalente envers la médecine scientifique. D'un côté, elles ont recours à des notions qui n'ont aucun sens, n'ont aucune valeur scientifique, mais d'un autre côté, elles ont besoin de « faire science » pour gagner en crédibilité et revendiquer « une efficacité prouvée ». Cela ne veut pas dire que, dans la médecine, il n'y a pas de scandales sanitaires, pas d'intérêts financiers en jeu et que l'on serait dans un monde idéal. Il faut toutefois garder ses repères : le premier respect que l'on doit à toute personne qui souffre, à tout patient qui va consulter, c'est de lui permettre d'accéder aux

Chacun est libre d'avoir recours à ce qu'il juge bon pour lui. Encore faut-il qu'il soit bien informé.

soins les plus adaptés. L'anthroposophie, l'homéopathie et bien d'autres approches relèvent de la pensée magique dans leurs fondements et n'ont jamais fait la preuve d'une efficacité propre dans les innombrables évaluations et expertises collectives mises en œuvre. Bien entendu, chacun est libre d'avoir recours à ce qu'il juge bon pour lui. Encore faut-il qu'il soit bien informé. Et, dès lors qu'on s'intéresse à la prise en charge collective (assurance maladie, mutuelles), il est légitime de demander ce que sont les preuves d'efficacité alléguées.

L'agriculture actuelle est-elle dangereuse pour les consommateurs et la planète ?

L'agriculture moderne est d'abord celle qui a permis de nourrir une population qui est passée, en un siècle, d'un peu moins de deux milliards d'habitants à plus de sept milliards. En France, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la population d'agriculteurs comptait plus de dix millions de personnes. La productivité qui s'est fortement accrue a permis à une part croissante de la société de se consacrer à d'autres activités que celles consistant à produire de quoi nourrir sa famille et quelques autres personnes aux alentours. Le développement d'un système de santé, d'un système éducatif, de nombreuses activités tertiaires n'a été possible que parce que les millions de personnes impliquées dans ces domaines n'avaient plus à travailler au champ, à se soucier de leur alimentation, rendue plus abondante et accessible. Ces développements ne se sont pas faits sans erreurs, sans excès. Mais les impacts environnementaux sont maintenant mieux cernés et font l'objet d'évolutions majeures dans les pratiques agricoles (agriculture de conservation, agriculture de précision, etc.). Des questions fondamentales se posent aujourd'hui à l'humanité en matière de climat, de biodiversité, d'environnement. Et il ne faut pas oublier que nous avons, en France, une alimentation d'une qualité jamais égalée dans le passé. On oublie des périodes pas si éloignées où les intoxications alimentaires étaient bien plus nombreuses et graves. Enfin, soulignons que, pour une grande part de la population mondiale, c'est la sous-nutrition qui est le problème majeur. Et même en France, la trop faible



consommation de fruits et légumes est un facteur incomparablement plus préoccupant pour la santé (et les risques de cancers) que les éventuels effets des résidus de pesticides (qu'ils soient de synthèse ou naturels).

Certains sujets deviennent tabous comme les OGM ou le nucléaire ou totems comme les antennes relais ou les ondes électromagnétiques et font l'objet de littérature catastrophiste malgré des analyses scientifiques précises qui viennent pondérer les risques. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Vous avez raison, les inquiétudes ne sont pas proportionnées aux risques réels. La peur est un très bon produit marketing : l'être humain est bien plus sensible à des alertes anxiogènes qu'à des informations rassurantes ou nuancées. Cela a pu constituer un avantage sélectif dans le lointain passé de l'humanité, mais aujourd'hui, cette attitude peut conduire à se surprotéger contre des risques faibles ou inexistantes et en ignorant des risques bien réels. Ainsi, par exemple, en France, les principales causes de cancers évitables sont, et de très loin, le tabac et l'alcool. Est également

incriminée une trop faible consommation de fruits et légumes. Et la peur des pesticides est telle que certains en arrivent à décider de réduire leur consommation de fruits et légumes pour protéger leur santé. Le catastrophisme attire l'attention, mais il interdit aussi tout débat, tout exposé rationnel d'une problématique. Devant la catastrophe annoncée, un discours nuancé suscite la méfiance car il donne l'impression de minimiser le risque, de vouloir exonérer un coupable. Les accusations d'être « à la solde » de tel ou tel lobby industriel ne sont pas loin. Certaines associations ont bien compris le profit qu'elles pouvaient tirer de ce biais cognitif et, en véritables « entrepreneurs de la peur », développent des campagnes dont le principal ressort est l'« alerte médiatisée ». Pour ce faire, elles n'hésitent pas à déformer les résultats scientifiques, à extraire une étude isolée de son contexte, à sélectionner dans les avis des agences sanitaires ce qui convient à leur propos, voire à produire elles-mêmes leurs propres études en dehors de toute validation scientifique. Elles jouent aussi sur le fait que le grand public ne fait pas la distinction entre danger et risque. Le danger caractérise la

potentialité à causer un dommage, mais l'apparition du dommage, le risque, dépend de l'exposition et de la dose. Un lion est dangereux. Ainsi, le risque encouru n'est pas le même selon qu'on croise sa route dans la savane ou qu'on le regarde au travers d'une cage au zoo de Vincennes. Beaucoup de substances peuvent présenter un danger : le café, la viande rouge, le thé, mais aussi le glyphosate, l'eau de Javel ou le savon. Instrumentaliser la peur sur la base d'un danger potentiel est facile, mais n'a aucun fondement rationnel si on n'examine pas la dose et l'exposition, à savoir le risque dans les conditions d'utilisation préconisées. Ce propos est difficilement audible. Sait-on que toutes les agences sanitaires au monde qui l'ont examiné concluent en l'absence de risque cancérigène du glyphosate dans les conditions normales d'utilisation ?

Y a-t-il une stratégie et des buts des groupes qui promeuvent l'irrationnel ? Y a-t-il un projet politique ou une vision de la société derrière cette mercatique ? Pensez-vous que cette critique des Lumières et ce post-modernisme aient une chance d'aboutir à une sorte de révolution rétrograde ?

La promotion de fausses sciences, le recours à des arguments scientifiques infondés, l'instrumentalisation de la science en général, n'est pas un but en soi. C'est plutôt un moyen utilisé (de bonne ou de mauvaise foi, là n'est pas la question) pour convaincre du bien-fondé de ses actions. Et, on l'a vu, c'est un moyen efficace car il joue sur nos nombreux biais cognitifs et permet de se revendiquer du « bien » contre d'obscures forces du « mal ». Malheureusement, à des degrés divers, cette rhétorique se retrouve chez de très nombreux mouvements politiques ou associatifs, de tous bords. Le danger de ce rejet de la rationalité est sérieux à l'heure où notre société est confrontée à des défis majeurs (par exemple, les conséquences du réchauffement climatique). Si la science ne nous dicte pas ce qu'il convient de faire, elle peut néanmoins fortement éclairer les conséquences d'actions ou d'inactions au regard d'objectifs affichés et nous éviter de nous aventurer sur la voie de fausses solutions.

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de scientisme ?

Le scientisme, dans l'acceptation moderne du terme, c'est de penser que la science va, à elle seule, résoudre tous les problèmes de l'humanité. Ce n'est bien entendu pas le cas. La science est indispensable pour comprendre ce qui se passe et éclairer les conséquences de certaines décisions. Mais la décision doit bien rester affaire de valeurs et de choix démocratiques. À l'inverse, rejeter la science et la rationalité, cela s'appelle l'obscurantisme. Et l'obscurantisme nous menace bien plus, aujourd'hui, qu'un prétendu

scientisme.

Pensez-vous qu'il soit possible de douter des vérités scientifiques ? Que pensez-vous de l'apport de la zététique ?

Le doute est le fondement même de la démarche scientifique. La science a proclamé qu'il était légitime de douter de tout. Elle a opposé aux dogmes et aux vérités révélées les faits et le monde réel tel qu'observé dans ses expérimentations. Le doute qu'elle a promu était un doute raisonné, se fondant sur une approche qui cherche à départager le vrai du faux, délimiter l'incertain. Mais, comme l'arroseur arrosé, elle se retrouve questionnée sur ses propres affirmations. C'est légitime et souhaitable. Il

importe cependant de ne pas en rester à ce doute absolu. La vérité dépend du monde réel qui nous entoure alors que la rationalité

dépend de l'information dont nous disposons. Il était rationnel pour les hommes préhistoriques de penser que la Terre était plate. Il n'est pas irrationnel de se demander si les ondes électromagnétiques ne sont pas nocives, si les vaccins n'ont pas plus de risques que d'avantages, si l'homéopathie n'est pas efficace au-delà d'un effet placebo. Mais, aujourd'hui, nous disposons de tous les moyens pour aller bien plus loin que ce simple doute. Cela s'appelle l'esprit critique (le terme zététique est strictement synonyme). Il ne faut pas en rester aux seules informations que l'on a initialement à disposition, il faut s'informer, en prenant garde de ne pas tomber dans des biais de raisonnements classiques de notre cerveau (notamment le biais de confirmation qui nous pousse à ne rechercher que ce qui conforte nos idées a priori). La zététique,

c'est « l'art du doute » appliquée à bon escient, avec une méthode d'investigation du réel.

Votre combat rationaliste inclut-il la défense de la laïcité ?

L'école doit donner aux élèves les éléments relatifs à la connaissance, à la démarche de raisonnement. Elle ne doit pas présenter des opinions (idéologiques, religieuses) comme des faits. C'est ce que défendait Condorcet dans ses mémoires sur l'instruction publique. En ce sens, nous nous inscrivons bien dans cette tradition de la laïcité scolaire. Mais nous n'intervenons pas, en tant qu'association, sur le terrain de la mise en œuvre concrète de la laïcité dans l'espace public.

La zététique, c'est « l'art du doute » appliquée à bon escient, avec une méthode d'investigation du réel.

Retrouvez la revue
Science et Pseudo-Sciences
sur pseudo-sciences.org

